

# 2010

## EUROPEAN

## PRO BONO FORUM

*Forum européen 2010 sur le pro bono*



18-19 November  
Cap 15 | Maison du Barreau | Paris



**pili**

Public Interest  
Law Institute



# Forum européen 2010 sur le pro bono

18–19 Novembre  
Cap 15 / Maison du Barreau, Paris

Le Forum européen annuel 2010 sur le Pro Bono a été financé grâce au soutien de la *Oak Foundation*, des *Open Society Foundations* et du *Trust for Civil Society in Central and Eastern Europe*. Le Forum a également été financé par l'Union Européenne dans le cadre du programme « l'Europe pour les Citoyens » s'étalant sur la période 2007–2013.

Le *Public Interest Law Institute* (PILI) tient également à remercier la *Ford Foundation* ainsi que le *Sigrid Rausing Trust*, dont le soutien généreux rend possible le travail de PILI.



Trust for Civil Society  
in Central and Eastern Europe

OAK  
FOUNDATION

FORD FOUNDATION



OPEN SOCIETY  
FOUNDATIONS

THE SIGRID RAUSING TRUST



Photo sur les pages 2–3 | Vue sur Paris, photo prise par Benh Lieu Song  
(Creative Commons Attribution–Share Alike 3.0 Unported, <http://creativecommons.org>)



Le Forum Européen du Pro Bono 2010 s'inscrit dans un tournant annonciateur de grands espoirs.

Peu à peu, de nombreux cabinets d'avocats du Barreau de Paris, à l'instar des cabinets anglo-saxons, font du pro bono un secteur à part entière de leurs activités.

Les mentalités ont évolué, notre culture également : l'initiative individuelle prend le pas dans un domaine où la gestion de l'intérêt général relevait du seul Etat.

« Mobiliser les ressources du secteur privé pour le bien public », tel est l'objectif poursuivi par le *Public Interest Law Institute* (PILI).

Un objectif auquel le Barreau de Paris souscrit sans réserves et travaille à la création d'une structure à même de rassembler, encourager et soutenir toute initiative personnelle au moyen d'aides juridiques, logistiques et financières.

Cette structure, sans doute une fondation, pourra recevoir des dons et comportera un « Conseil du pro bono » composé d'avocats et de hautes personnalités connues et reconnues pour leur engagement social.

Notre société n'a d'autre alternative que de partager l'intérêt général avec la société civile.

Le bénévolat de compétence constitue un moyen nouveau de la solidarité.

Il faut l'encourager de toutes nos forces.

Jean Castelain

Bâtonnier de Paris

Président honoraire du Comité local d'organisation

# Comité local d'organisation 2010

## *Président honorarie:*

Jean Castelain | Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Paris

## *Membres exécutifs:*

Dominique Attias | Membre du Conseil de l'Ordre du Barreau de Paris, Responsable de l'Accès au Droit et de l'Aide Juridictionnelle

Antoine Bernard | Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH)

Denis Chemla | Herbert Smith LLP / Droits d'Urgence

Luc Lamprière | Oxfam France

Gillian Lemaire | Co-présidente, Avocat à la Cour

Molly Slaughter | Co-présidente, Freshfields Bruckhaus Deringer LLP

## *Membres:*

Christopher Baker | Skadden, Arps, Slate, Meagher & Flom LLP

Yas Banifatemi | Shearman & Sterling LLP

Jean-Luc Bédos | Salans LLP

Emmanuel Bénard | Freshfields Bruckhaus Deringer LLP

Amanda Bevan | Ashurst LLP

Céline Bondard | Bondard

Dominique Bordes | Orrick, Herrington & Sutcliffe LLP

Anne-Laure Brun-Buisson | Bird & Bird LLP

Agnès Cloarec-Mérendon | Latham & Watkins LLP

Frederick Davis | Debevoise & Plimpton LLP

Daniele Dardy | Philip Morris

Audrey de Garidel | Latham & Watkins LLP

Philippe Georgiades | Département des relations internationales du Barreau de Paris,  
Ordre des avocats du barreau de Paris

Andrés Gil | Davis Polk & Wardwell LLP

Philippe Goosens | Altana

François Hellot | Dechert LLP

Jérôme Herbet | Winston & Strawn LLP

Quentin Lagier | Hogan Lovells

Eric Lasry | Baker & McKenzie LLP

Mary McGowan Davis | Juge à la retraite de la Cour Suprême de l'Etat de New York

Elizabeth Messud | Nestlé France

Jean-Claude Najar | General Electric France

Michele O'Brien | International Senior Lawyers Project (ISLP)

Christophe Pettiti | Cabinet Pettiti / Institut des droits de l'homme du Barreau de Paris

Michael Polkinghorne | White & Case LLP

Jean-Claude Rivalland | Allen & Overy LLP

Olivier Savelli | Proskauer Rose LLP

Jonathan Schur | Dechert LLP

Noanne Tenneson-Lier | Alliance des avocats pour les droits de l'homme (AADH)

Pierre Tourres | Linklaters LLP

Alexandre Vermynck | Weil, Gotshal & Manges LLP

Richard Vilanova | Sullivan & Cromwell LLP

My Lin Vu-Gregoire | Jones Day LLP

## Mot de bienvenue du *Planning Committee*

Rapprocher les juristes, les organisations et les personnes qu'elles aident est l'un des plus grands défis dans le cadre du développement de la pratique du pro bono. Nous sommes donc ravis d'être rejoints par tant de personnes qui rendent ce rapprochement possible via des ONG, des structures d'intermédiation (*clearinghouses*), des associations et par le biais de l'activité juridique.

Le fondement de ce Forum ainsi que du *Public Interest Law Institute* (PILI) est la conviction que la justice devrait être équitable et accessible à tous. À cet égard, PILI s'efforce de trouver de nouvelles manières d'assurer une justice plus concrète à un maximum de personnes. Au cours des deux dernières décennies, les activités principales de PILI se sont développées de façon dynamique dans les pays de l'Europe centrale et orientale. L'idée est de rallier à sa cause des boursiers, des projets et des partenaires à travers le monde.

Dorénavant, notre but est de repousser les frontières du pro bono afin d'impliquer d'autres avocats et communautés ainsi que de trouver des solutions. Cela exige des changements culturels dans la pratique juridique européenne et la conférence de cette année étudiera l'impact potentiel que peuvent avoir l'enseignement légal, les cabinets juridiques de toutes tailles, les juristes d'entreprise et les Barreaux.

La conférence soulèvera également les questions spécifiques qui surgissent lorsque l'expertise légale traverse les frontières et lorsque sont établis des partenariats dans des juridictions et cultures diverses. La variété de nos ateliers, parmi lesquels ceux consacrés à l'environnement, les droits de l'homme, la pauvreté et l'exclusion sociale, témoigne que le travail pro bono peut faire la différence.

Malgré la crise économique, l'année dernière fut très stimulante pour le pro bono à l'échelle mondiale. Qu'il s'agisse par exemple de la reconstruction des systèmes légaux dans des pays déchirés par la guerre ou de mener une affaire pro bono devant la Cour européenne des droits de l'homme, les projets phares ont démontré comment les avocats peuvent contribuer aux initiatives n'ayant pourtant aucun lien avec leur pratique quotidienne. Un grand nombre de projets de moindre envergure ont mis à contribution des compétences et des expertises juridiques dans le but d'améliorer la vie dans différentes communautés.

Alors que les affaires et les cabinets juridiques à travers le monde reprennent confiance en la situation économique, nous espérons que cet optimisme se traduira par une énergie et un enthousiasme pour le travail pro bono et nous espérons que ce Forum en sera le catalyseur.

C'est donc dans cet esprit que nous vous souhaitons la bienvenue à notre quatrième Forum européen annuel sur le Pro Bono.

**Patricia A. Brannan** | Hogan Lovells

**Miriam Buhl** | Weil, Gotshal & Manges LLP

**Anne Force** | Ashurst LLP

**Felicity Kirk** | White & Case LLP

**Gillian Lemaire** | Avocat à la Cour

**Christopher Noblet** | Partos & Noblet, en lien avec Hogan Lovells

**Molly Slaughter** | Freshfields Bruckhaus Deringer LLP

**Suzanne E. Turner** | Dechert LLP

**Edwin Rekosh** | Public Interest Law Institute (PILI)

**Atanas Politov** | Public Interest Law Institute (PILI)

**Cécile Jabaudon** | Public Interest Law Institute (PILI)



# Le Pro Bono Council

*Etabli depuis le 2 novembre 2010*

## *Président:*

Andrew Phillips (Lord Phillips of Sudbury) | Bates Wells & Braithwaite LLP | Londres

## *Comité dirigeant:*

Wendy Atrokhov | Latham & Watkins LLP | Moscou  
Miriam Buhl | Weil, Gotshal & Manges LLP | New York  
Susan Hazledine | Allen & Overy LLP | Londres  
Roger Leese | Clifford Chance LLP | Londres  
Laura Tuell Parcher | Jones Day LLP | Washington, DC  
Hugh Verrier | White & Case LLP | New York

## *Membres:*

Csilla Andr  k   | Andr  k   Kinstellar | Budapest\*  
Elizabeth Dewey | DLA Piper LLP | Washington, DC  
Julie Dickins | Mayer Brown LLP | Londres\*  
Scot Fishman | Dewey & LeBoeuf LLP | New York  
Anne Force | Ashurst LLP | Frankfurt\*  
Ian Forrester, QC | White & Case LLP | Bruxelles\*  
Jan Hegemann | Raue LLP | Berlin\*  
Marcia Levy | Sullivan & Cromwell LLP | New York  
Chris Marshall | Allen & Overy LLP | Londres\*  
Petra Nemeckova | Arnold & Porter LLP | Bruxelles\*  
Yasmin Waljee | Hogan Lovells | Londres\*

\* Comit   europ  en

# Supporters | Mécénat

The Public Interest Law Institute (PILI) extends its deepest appreciation to the law firms and corporations that make the European Pro Bono Forum and PILI's work possible.

*Le Public Interest Law Institute remercie vivement les entreprises et cabinets d'avocats qui rendent son travail possible grâce à leur sponsoring du Forum européen 2010 sur le Pro Bono.*

## **SUSTAINING PARTNER**

Allen & Overy LLP  
Clifford Chance LLP  
White & Case LLP

## **BENEFACTOR**

Baker & McKenzie LLP  
Jones Day Foundation  
Latham & Watkins LLP  
Orrick, Herrington & Sutcliffe LLP  
Weil, Gotshal & Manges LLP

## **PATRON**

Dechert LLP  
Dewey & LeBoeuf LLP  
DLA Piper LLP  
Freshfields Bruckhaus Deringer LLP  
General Electric  
Mayer Brown LLP  
Skadden, Arps, Slate, Meagher & Flom LLP  
Thomson Reuters

## **SPONSOR**

Accenture  
Arnold & Porter LLP  
Davis Polk & Wardwell LLP  
Hogan Lovells  
Linklaters LLP  
McDermott Will & Emery LLP  
Schulte Roth & Zabel LLP  
Shearman & Sterling LLP  
Sullivan & Cromwell LLP  
Winston & Strawn LLP

## **FRIEND**

Kinstellar  
Nagy & Trócsányi  
Olevinsky, Buyukyan and Partners

Le **Public Interest Law Institute (PILI)** est une organisation non gouvernementale internationale qui a pour mission de promouvoir les droits de l'homme dans le monde entier en favorisant la défense de l'intérêt public et en mettant en place les institutions nécessaires pour la soutenir. PILI poursuit cette mission en renforçant la capacité juridique des organisations de la société civile et les facultés dirigeantes des avocats œuvrant pour l'intérêt public. Il y parvient en prêtant de l'aide technique pour la reconstruction des systèmes d'aide et d'enseignement juridiques ainsi qu'en promouvant la pratique juridique pro bono à l'échelle mondiale. Fondé en 1997 à l'Université de Columbia, PILI est devenu indépendant dix ans plus tard, en 2007. PILI mène à bien son travail depuis des centres d'activités situés à Pékin, Budapest, Moscou et New York.

Les objectifs principaux de PILI concernent l'Europe centrale, l'ancienne Union soviétique, les Balkans, la Chine et bien d'autres endroits. Il s'agit de favoriser l'accès à la justice pour les communautés socialement démunies et désavantagées, mais aussi d'accompagner et de soutenir la nouvelle génération d'avocats œuvrant pour l'intérêt public. Ainsi, PILI rassemble diverses structures en touchant plusieurs secteurs de la communauté juridique. Il espère ainsi renforcer la défense juridique d'intérêt public au niveau national et à travers diverses cultures afin de favoriser l'étude, l'innovation et la collaboration plus globale des réseaux œuvrant sur cette défense.

Depuis sa fondation il y a treize ans, PILI a accordé plus de 80 bourses de recherche pour le renforcement des capacités à des avocats œuvrant pour l'intérêt public issus de 30 pays. Il a introduit la pratique du pro bono dans l'Europe centrale. Il a participé à la mise en place d'un réseau de programmes concernant les travaux pratiques sociaux dans des universités de droit à travers l'Europe centrale et orientale. Il a contribué à ce que la réforme d'aide juridique figure à l'ordre du jour européen. Il soutient le développement des moyens de défense d'intérêt public novateurs en Chine. Grâce à ces activités et beaucoup d'autres encore, PILI a clairement mis en évidence tous ses efforts pour promouvoir les droits de l'homme au sein de sociétés disparates à travers le monde.

Les stratégies de PILI:

1. Accroître, par le biais de programmes boursiers, d'ateliers visant à renforcer les compétences et bien d'autres moyens, la capacité des **avocats œuvrant pour l'intérêt public** qui travaillent à plein temps dans des ONG à but non lucratif.
2. Améliorer les systèmes **d'aide juridique** subventionnés par l'Etat afin qu'ils puissent garantir aux populations pauvres et socialement vulnérables un meilleur accès à la justice.
3. Apporter des changements dans **l'enseignement juridique** pour mieux promouvoir les valeurs morales, pouvoir développer les compétences nécessaires quant à l'analyse et la résolution de problèmes et être capable d'élargir la connaissance concernant les effets sociaux sur la loi.
4. Faire évoluer le **pro bono** à travers le monde afin de susciter l'intérêt du secteur juridique privé pour le travail dans le domaine de l'intérêt public.

Vous voulez en savoir plus sur le travail du PILI ou y prendre part ? Visitez notre site web :

[www.pili.org](http://www.pili.org).

## Les réussites de PILI en matière de Pro Bono

Le *Public Interest Law Institute* œuvre pour l'instauration de la pratique pro bono à l'échelle mondiale afin d'exploiter les ressources du secteur privé pour le bien public. Le Forum européen annuel sur le Pro Bono est l'un des nombreux moyens que possède le PILI pour favoriser l'échange international ainsi que la collaboration entre les avocats, le but étant d'élargir la pratique pro bono dans l'Europe et au-delà.

Depuis le premier Forum européen annuel sur le Pro Bono en 2007, les efforts du PILI en matière de pro bono ont connu une croissance importante. Rien qu'en 2009, les structures d'intermédiation de PILI (*clearinghouses*) ont pris en charge 211 affaires dans le but d'aider 101 ONG de 25 pays. Cela représente à peu près 8 000 heures de prestation juridique estimées à environ 3.5 millions de dollars. Un grand nombre de secteurs juridiques ont été concernés par ces prestations pro bono abordant surtout les droits de l'homme et d'autres questions d'intérêt publics.

Au cours de l'année dernière, la structure d'intermédiation internationale (*Global Clearinghouse*) de PILI a connu une expansion géographique et substantielle, en grande partie grâce au développement de projets ayant un impact fort, et qui, surtout, avantagent le travail novateur de ses boursiers. En effet, PILI a facilité la relation entre des leaders précurseurs en matière des droits de l'homme et des avocats du secteur privé afin de pouvoir fournir à ses boursiers des études comparatives de droit international, de modèles de législation et de stratégies judiciaires.

Ce nouveau genre de collaboration a soutenu des projets qui ont pour but de défendre les droits de la femme et les droits des Dalits de basse caste au Népal, de protéger les particuliers contre un internement forcé, mais aussi de développer des normes d'aide juridique en Chine ou encore, de promouvoir le droit à l'éducation au Nigeria.

Les structures d'intermédiation nationales de PILI, situées en Russie, Hongrie et en Chine, se sont aussi rapidement développées grâce à une formation dans laquelle PILI propose des ateliers et des séminaires organisés par des avocats du secteur privé. Cette démarche a pour objectif d'aider les ONG en leur donnant les instruments nécessaires pour pallier à leurs besoins juridiques. Elle permet également à PILI d'atteindre les périphéries des villes pour qu'elles aussi puissent avoir accès à l'aide juridique nécessaire proposée par les ONG. Le site Web de la structure d'intermédiation hongroise ([www.probonougyved.hu](http://www.probonougyved.hu)) continue à venir en aide à des douzaines d'ONG hongroises mais permet également aux avocats hongrois de trouver des dossiers pro bono.

Le travail pro bono de PILI s'est étendu en Asie. En Chine, la structure d'intermédiation pro bono, basée dans les bureaux de PILI à Pékin, a contribué à la création de partenariats entre des cabinets juridiques et des centres légaux d'intérêt public afin de soutenir la recherche concernant la défense de l'environnement, des droits du travail et d'autres sujets d'intérêt public.

Au-delà des efforts fournis par PILI, les structures d'intermédiation de la République tchèque, la Slovaquie, la Pologne, la Lettonie et la Bulgarie réalisent également de beaux résultats en favorisant l'engagement des cabinets juridiques et des institutions de l'Etat dans la pratique pro bono.

En 2010, l'Alliance Pro Bono tchèque a accueilli à Prague la toute première conférence nationale sur le pro bono et la structure d'intermédiation Pro Bono slovène (Peace Institute) a organisé en septembre, pour la première fois dans l'histoire du pays, une table ronde à la Faculté de droit à Ljubljana.

# Résumé du Programme: Forum Européen sur le Pro Bono

Forum approuvé en tant que formation continue par l'Ecole de Formation du Barreau de Paris (EFB).

Forum agréé par l'Ordre des Barreaux Francophones & Germanophone de Belgique (OGBF) pour six points de formation non juridique.

Des points de formation continue sont disponibles auprès de l'Ordre des avocats d'Irlande.

**Sauf mention contraire, les sessions plénières et les ateliers seront traduits simultanément en anglais et français.**

## Mercredi 17 Novembre 2010

10:00 – 16:00

**Atelier Pré-Forum pour les Clearinghouses Pro Bono (en anglais)**  
*Co-sponsorisé par Allen & Overy LLP et Orrick, Herrington & Sutcliffe LLP*

*L i e u :* Orrick, Herrington & Sutcliffe LLP  
31, avenue Pierre 1er de Serbie  
75782 Paris  
*Métro: Alma-Marceau*

19:15 – 22:00

**Soirée Vins et Fromages**  
*Sponsorisée par Ashurst LLP*

*L i e u :* Ashurst LLP, Avocats au Barreau de Paris  
18, square Edouard VII  
75009 Paris  
*Métro: Opéra*

# Jeudi 18 Novembre 2010

*Lieu:* Cap 15  
1/13, quai de Grenelle  
75015 Paris  
www.cap15.com  
*Métro:* Bir-Hakeim

8:30 – 9:30 **Formalités d'inscription et café d'accueil**

9:30 – 10:45

## PLÉNIÈRE I: Ouverture du Forum

- Jean Castelain | Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Paris | Paris
- Aryeh Neier | Président, Open Society Institute | New York
- Michael Smyth CBE | Clifford Chance LLP | Londres
- Edwin Rekosh | Directeur général, Public Interest Law Institute (PILI) | New York

10:45 – 11:15

### Pause-café

11:15 – 13:30

■ ■ **Ateliers** (incluant une **pause** de 12:15 à 12:30)  
(Voir les détails en pages 14–16)

13:30 – 15:00

### Déjeuner

14:00 – 15:00

### Foire aux ONG

*La Foire aux ONG offre une opportunité unique de créer des contacts : elle permet aux organisations de présenter leur mission et leur travail tout en ayant la possibilité de discuter personnellement avec les avocats de leurs besoins juridiques et de ceux des personnes qu'elles défendent.*

15:00 – 17:15

■ ■ **Ateliers** (incluant une **pause-café** de 16:00 à 16:15)  
(Voir les détails en pages 16–19)

19:30 – 22:00

### Réception du Forum–Cocktail

*Sponsorisée par Freshfields Bruckhaus Deringer LLP*

*Lieu:* 2, rue Paul Cézanne  
75008 Paris  
*Métro:* St. Philippe du Roule

# Vendredi 19 novembre 2010

*L i e u :* La Maison du Barreau  
2, rue de Harlay  
75001 Paris  
*Métro: Pont Neuf*

8:30 – 9:30 Formalités d'inscription

9:00 – 9:30 Café d'accueil

## 9:30 – 11:00 **PLÉNIÈRE II : Le Pro Bono et le rôle du barreau**

*Ce panel explorera les différents moyens par lesquels les barreaux et les sociétés de droit de l'Europe promeuvent une éthique de volontariat et de responsabilité sociale.*

### *Modératrice:*

Patricia Brannan | Hogan Lovells | Washington, DC

### *Panelistes:*

- Dominique Attias | Membre du Conseil de l'Ordre du Barreau de Paris, Responsable de l'Accès au Droit et de l'Aide Juridictionnelle, SCP Attias & Jauze | Paris
- Antonio Hernández-Gil | Ordre des Avocats de Madrid | Madrid
- Laurent Pettiti | Président du Comité des droits de l'homme, Conseil des barreaux européens | Bruxelles

11:00 – 11:30 **Pause-café**

## 11:30 – 12:30 **PLÉNIÈRE III : Prix Pro bono PILI et clôture du Forum**

- Ian Forrester, QC | White & Case LLP | Bruxelles
- Lord Andrew Phillips of Sudbury | Bates Wells & Braithwaite LLP | Londres
- Francis Teitgen | Weil, Gotshal & Manges LLP | Paris
- Edwin Rekosh | Public Interest Law Institute (PILI) | New York
- Atanas Politov | Public Interest Law Institute (PILI) | Budapest

12:30 **Déjeuner**

*Sponsorisé par Latham & Watkins LLP*

# Détail des ateliers

11:15 – 12:15

A T E L I E R S

Modérateur/Modératrice

Panelistes

Salle

## Introduction au pro bono

*Les cabinets d'avocat français partageront leur expérience du pro bono en France.*

Christophe Pettiti | Cabinet Pettiti / Institut des droits de l'homme du barreau de Paris | Paris

- Pierre Servan-Schreiber | Skadden, Arps, Slate, Meagher & Flom LLP | Paris
- Camille Vincent | VS Associés | Paris
- Jean-Luc Bédos | Salans LLP | Paris

## Le pro bono et le secteur à but non-lucratif en Europe

*Cet atelier explorera les besoins juridiques des ONG en Europe et le rôle des avocats pro bono en ce domaine.*

Joss Saunders | Oxfam UK | Oxford

- Priya Pillai | Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (FICR) | Genève
- Tatyana Zadirako | United Way Russia | Moscou
- Jean-Claude Rivalland | Allen & Overy LLP | Paris

## État de droit et pro bono en Chine

*Cet atelier fournira un aperçu des efforts actuels et du potentiel futur de l'activité pro bono en Chine ainsi que de la manière dont elle contribue au développement de l'état de droit.*

Robert Precht | Public Interest Law Institute (PILI) | Pékin

- Forrest Ye | Orrick, Herrington & Sutcliffe LLP | Pékin
- Jingjing Zhang | Public Interest Law Institute (PILI) | Pékin



**Le pro bono et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en Europe**

*Au regard de l'année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, les panelistes discuteront des défis actuels en ce domaine et des moyens de les surmonter.*

Denis Chemla | Herbert Smith LLP / Droits d'Urgence | Paris

• Noeline Blackwell | Free Legal Advice Centres (FLAC) | Dublin

• Sophie Eisenmann | Gramreen Creative Lab | Wiesbaden

• Dalma Fabian | Fédération Européenne des Associations Nationales Travaillant avec les Sans-Abri (FEANTSA) | Bruxelles

I

**Le pro bono et l'environnement**

*(en anglais)*

*Cet atelier contemporain et novateur apportera une perspective nouvelle et différente au forum sur le rapport entre le pro bono et l'environnement.*

Yasmin Wajjee | Hogan Lovells | Londres

• Steve McNab | Carbon Leapfrog | Londres

• David Holzwarth | FLO eV / FLO-CERT GmbH | Bonn

• Jasper Teulings | Greenpeace | Amsterdam

II

**Le pro bono et les droits de l'homme**

*Cet atelier soulignera les diverses initiatives européennes visant à faire participer les avocats pro bono à la défense des droits de l'homme.*

Michael Smyth CBE | Clifford Chance LLP | Londres

• Balázs Sahin-Tóth | Allen & Overy LLP | Budapest

• François Cantier | Avocats sans Frontières France | Toulouse

• Mikel Córdoba Gavín | Fundación del Consejo General de la Abogacía Española | Madrid

III

12:30 – 13:30

A T E L I E R S

Modérateur/Modératrice

Panelistes

Salle

**Les avocats français et le plaidoyer  
des ONG internationales**

Luc Lamprière | Oxfam France | Paris

• Patrick Baudouin | Fédération Internationale  
des ligues des Droits de l'Homme (FIDH) |  
Paris

*Cet atelier explorera les opportunités d'impliquer  
davantage les avocats français dans l'activité des  
ONG internationales.*

• Joseph Braham | Sherpa | Paris

• Arnaud Gaillard | Réseau d'Alerte et  
d'Intervention pour les Droits de l'Homme  
(RAIDH) | Paris

15:00 – 16:00

A T E L I E R S

Modérateur/Modératrice

Panelistes

Salle

**La mise en place d'un programme  
pro bono au sein de cabinets d'avocats  
européens de taille moyenne**

Éva Bognár | Andrékó Kinstellar |  
Budapest

• Prof. Dr. Jan Hegemann | Raue LLP | Berlin | I  
• Michael Karlsson | Mannheimer Swartling |  
Helsingborg

*La mise en place d'un programme pro bono  
comprend des questions particulières ; des  
représentants de cabinets d'avocats européens  
discuteront des problèmes courants et de leur  
approche du pro bono.*

### Infrastructure nécessaire à la construction du pro bono trans-frontalier (en anglais)

*Le développement du pro bono aux juridictions étrangères implique des défis spécifiques pour les avocats, les clients, et les intermédiaires. Cet atelier investiguera ces diverses perspectives.*

Miriam Buhl | Weil, Gotshal & Manges LLP | New York

• Monique Villa | Thomson Reuters Foundation | Londres

• Elisabeth Baraka | Advocates for International Development (A4ID) | Londres

• Jean Berman | International Senior Lawyers Project (ISLP) | New York

• Atanas Politov | Public Interest Law Institute (PILI) | Budapest

### Le pro bono et les juristes d'entreprise

*Le pro bono est de plus en plus accessible aux juristes d'entreprise : cet atelier mettra l'accent sur l'importance de leur participation à la pratique du pro bono.*

Jean-Claude Najjar | GE France | Paris

• Marc Mossé | Microsoft | Paris

• Claire Carless | Vodafone Group Services Limited | Berkshire

• Javier Ramirez | Hewlett-Packard | Madrid

### Le pro bono et la micro-finance pour les clients à faibles revenus

*La micro-finance offre aux avocats la possibilité de combiner le pro bono avec leur domaine d'expertise.*

Werner Gumpff | Ashurst LLP | Frankfurt am Main

• Nicolas Hamel | Association pour le droit à l'initiative économique | Paris

• Andreas Bartsch | Freshfields Bruckhaus Deringer LLP | Frankfurt am Main

• Samuel Lefèvre | Microfinance sans Frontières | Paris

### Le rôle des facultés de droit européennes dans la promotion du pro bono

*Les panelistes exploreront les façons par lesquelles la formation juridique européenne peut promouvoir les valeurs du pro bono.*

Lusine Hovhannisian | Public Interest Law Institute (PILI) | New York

- Jacqui Zalberg | Human Rights Clinic, Université Humboldt | Berlin
- Karolina Czernicka-Kuhl | Linklaters LLP | Varsovie
- Emmanuel Decaux | Centre de recherche sur les droits de l'homme et le droit humanitaire, Université Paris II | Paris
- Ruth Mestre | Université de Valence | Valencia

I

### Le développement de stratégies spécifiques liées au pro bono (en anglais)

*Les panelistes fourniront des exemples pratiques de projets réussis ayant eu un impact international particulier.*

Tom Dunn | Clifford Chance LLP | Londres

- Masha Lisitsyna | Open Society Justice Initiative | New York
- Philomena McFadden | Linklaters LLP | Londres
- James Claxton | Orrick, Herrington & Sutcliffe LLP | Paris

II

16:15 – 17:15

A T E L I E R S

Modérateur/Modératrice

Panelistes

Salle

### Le développement des clearinghouses nationales en Europe

*Cet atelier fournira un aperçu des expériences variées des clearinghouses existantes et nouvelles.*

Christopher Noblet | Partos & Noblet, en lien avec Hogan Lovells | Budapest

- Noanne Tenneson | Alliance des Avocats pour les droits de l'homme (AADH) | Paris
- Javier Carvajal | Cuatrecasas Gonçalves Pereira | Madrid
- Rebecca Hilsenrath | Law Works | Londres
- Julia Kluczynska | Centrum Pro Bono | Varsovie

III

### Quoi de neuf en Europe ?

*Des représentants d'ONG et de cabinets d'avocats européens partageront leur expérience en matière de développement d'institutions pro bono au niveau national.*

Felicity Kirk | White & Case LLP | Londres

- Malte Richter | Mayer Brown LLP | Frankfurt am Main
- Ondine Ripka | Médecins sans Frontières | Paris
- Tom Barkhuysen | Stibbe NV | Amsterdam

IV

## Biographies des intervenants et modérateurs

**Dominique Attias**, Avocate, est membre du Conseil de l'Ordre du Barreau de Paris et membre du Conseil National des Barreaux. Inscrite au Barreau de Paris depuis 1981, elle occupe au sein du Conseil de l'Ordre du Barreau de Paris les différentes fonctions suivantes: membre en charge de la mission spéciale pour l'observatoire du Pro Bono, membre de la Commission pénale et de la Commission internationale et membre responsable de l'Accès au Droit. Au sein du du Conseil National des Barreaux, elle est membre de la Commission libertés et droits de l'Homme et de la Commission Accès au Droit et responsable du groupe de réflexion sur le droit des mineurs. Me Attias est également membre d'honneur de l'Association l' "Alliance pour les avocats pour les Droits de l'Homme". Elle est experte auprès du Conseil des Barreaux Européens.

**Elisabeth Baraka** est chargée de projets de l'association *Advocates for International Development* (A4ID) depuis 2008. Elle gère la prestation de services juridiques d'A4ID. Elle est également en charge du *Charity's international pro bono broker service* [service courtier pro bono international de l'association] et des relations avec plus de 300 collaborateurs juridiques et collaborateurs en développement. Grâce à son travail, A4ID a fourni plus de 550 dossiers pro bono à des cabinets juridiques, des juristes internes et des avocats de plus de 40 pays. Avant d'occuper ce poste, Baraka a exercé le métier d'avocat en Australie pendant sept ans. Elle a également travaillé pour deux organisations à but non lucratif en s'occupant, entre autres, de la gestion des prestations, par des avocats des secteurs public et privé, de services juridiques gratuits aux sans-abris de Sydney.

**Tom Barkhuysen**, Avocat chez Stibbe N.V., Amsterdam, est spécialisé en droit administratif général et sur les questions liées à l'environnement, l'aménagement, le logement, les autorisations, la conformité réglementaire et la responsabilité de l'Etat. Il agit pour le compte de nombreuses compagnies, promoteurs et entités publiques (e.g. municipalités et provinces), les représentant devant les cours néerlandaises et européennes (y compris la Cour Européenne des droits de l'Homme) et dans le cadre de négociations avec des agences gouvernementales et d'autres pouvoirs publics. Il est également titulaire d'une chaire à temps partiel en droit constitutionnel et administratif à l'Université de Leiden. Ses recherches, cours et conseils concernent de nombreux aspects du droit constitutionnel et administratif, européen (UE et CEDH) et international. Il s'intéresse particulièrement à la relation/interaction entre ces différents domaines du droit ainsi qu'aux questions liées aux droits de l'homme. En tant qu'avocat, il plaide également sur une base pro bono dans ces domaines du droit, ce devant les cours nationales et européennes.

**Andreas Bartsch**, associé depuis 1996, travaille dans le bureau francfortois du cabinet Freshfields Bruckhaus Deringer. Il a travaillé sur de nombreuses transactions financières structurées en apportant son conseil aux grandes sociétés et institutions financières qu'il s'agisse de restructurations bancaires ou de refinancement de banques de microfinance. Né à Bogota (Colombie), Bartsch a terminé ses études juridiques à l'Université de Hambourg. Il est reconnu pour son travail de conseiller fiscal (*Steuerberater*) et d'expert-comptable (*Wirtschaftsprüfer*).

**Patrick Baudouin** est avocat à la Cour d'Appel de Paris depuis 1971. Il a été président de la FIDH de 1995 à 2001 et a effectué pour son compte de nombreuses missions d'enquêtes internationales (Turquie, Algérie, Russie, Côte d'Ivoire...). Auteur de tribunes sur la Justice internationale, la protection des défenseurs des droits de l'Homme, ou encore la lutte contre les dérives des lois antiterroristes, il coordonne aujourd'hui le Groupe d'action judiciaire (GAJ) de la FIDH, réseau d'avocats, de magistrats et de professeurs de droit qui a pour objet d'accompagner les victimes des crimes internationaux les plus graves dans leur quête de justice, devant les juridictions nationales et internationales.

**Jean-Luc Bédos** est associé du cabinet Salans à Paris. Il a fondé en 1995 *Droits d'Urgence*, la plus grande association à but humanitaire française dont il était le président jusqu'en 2002. Il a également créé en 2003 l'association *Accès aux Droits-Solidarité Paris*, en collaboration avec le Barreau de Paris et la Ville de Paris. Me Bédos a obtenu son Doctorat à l'Université Paris II (1984) ainsi qu'un diplôme LL.M de la Faculté de droit de Harvard (1983). Au sein du cabinet Salans, il exerce comme conseiller de fonds d'investissements et de groupes d'entreprises françaises dans le domaine des fusions et acquisitions, de la restructuration d'entreprise ainsi que du financement de capitaux propres. Il apporte également son aide aux fonds familiaux et immobiliers par rapport aux acquisitions et donne régulièrement des conseils aux clients concernant les acquisitions et la structuration de fonds en Afrique du Nord et Subsaharienne. Avant de rejoindre le cabinet Salans, il était associé dans le cabinet Lefèvre Pelletier et Associés.

**Jean Berman** a rejoint l'association *International Senior Lawyers Project* (ISLP) en tant que directrice exécutrice et premier membre du personnel en septembre 2001, peu de temps après l'achèvement de l'étude de faisabilité de l'ISLP. Depuis, Jean Berman a travaillé avec le Conseil constitutif afin de mettre en place environ 350 projets concernant plus de 45 pays en Afrique, en Asie, en Europe de l'Est, en Russie et en l'Amérique Latine. Elle a participé à l'élargissement de l'ISLP avec ISLP-EUROPE, une association française régie par la loi 1901 qui compte huit membres du personnel et six avocats seniors coordinateurs du programme de bénévolat. Avant de rejoindre l'ISLP, Jean Berman était avocate senior au sein de l'association *Lawyers Alliance for New York*. Elle s'occupait du logement à prix modéré et représentait des organisations à but non lucratif venant en aide aux communautés à faible revenu. Au début de sa carrière, elle était associée de la filiale newyorkaise du cabinet Fried, Frank, Harris, Shriver & Jacobson et de Berle, Butzel, Kass & Case, un cabinet d'avocats spécialisé dans le droit environnemental. En tant que diplômée de l'Université de Harvard et de la *New York University School of Law* et bénéficiant d'une bourse Fulbright, Berman a passé une année en Yougoslavie (1970–71). Elle a également vécu une année à Genève (1956–57) ainsi qu'à Moscou (1961–62).

**Noeline Blackwell** est la directrice générale de *Free Legal Advice Centres* (FLAC), une organisation de défense des droits de l'homme irlandaise. La FLAC s'engage pour un accès égal à la justice en Irlande en fournissant aux particuliers, par le biais d'une ligne téléphonique low cost, des informations et des conseils juridiques de base. Elle a mis en place un peu partout en Irlande, un réseau d'assistance gratuite, les cliniques juridiques du soir. La FLAC est également impliquée dans la recherche et l'analyse politique des lois qui touchent surtout les personnes démunies et désavantagées. A travers ses plaidoiries et les tribunaux, elle a engagé une campagne pour une

réforme légale dans ces secteurs. Depuis 2008, elle a pris une nouvelle initiative juridique dans le domaine de l'intérêt public. Celle-ci est fondée sur la promotion et l'assistance aux particuliers et aux organisations qui œuvrent pour un changement social positif en leur donnant accès à des instruments juridiques et en les mettant en relation avec des avocats qui les aideront dans leur travail. Avant de rejoindre la FLAC en 2005, Blackwell était avocate au sein d'un cabinet d'avocats privé.

**Éva Bognár** est Managing Associate au cabinet Andr  k  Kinstellar   Budapest. Elle est également en charge de la coordination au sein de Kinstellar de l'équipe régionale des ressources humaines, ce pour 6 pays. Elle a plus de neuf ans d'expérience dans l'environnement juridique international, y compris une expertise étendue dans le domaine des transactions internationales, M&A et des plans de restructuration, des contrats commerciaux et du conseil en droit général des compagnies. Ses clients renommés incluent, entre autres, Microsoft, BP, TDK, Atel, Mars, HP, ProLogis, Challenger, Jurys Doyle, DOW Enterprises et ITT. Dr Bognár a obtenu un diplôme post-grade en études juridiques européennes et un diplôme en droit de l'Université Eötvös Loránd   Budapest, ainsi qu'un diplôme en business et droit économique de l'Université de Humboldt   Berlin. Elle parle hongrois, anglais et allemand.

**Patricia Brannan** est associée du département Pro Bono cabinet d'avocats Hogan Lowell's. Elle est également la co-présidente du Conseil de Citoyenneté dudit cabinet. Basée   Washington, elle possède une grande expérience dans les affaires contentieuses et d'intérêt public telles que l'arbitrage, les procès sans ou en présence d'un jury devant les tribunaux ainsi que les cours d'appel fédérales et des Etats. Sous la direction de Me Brannan, qui a duré six ans, l'activité pro bono du cabinet Hogan & Hartson (le *Community Services Department*), a augmenté de 70 pour cent. Le cabinet s'est vu attribuer plus de cinquante titres et récompenses y compris le *District of Columbia Bar's Pro Bono Large Firm of the Year* en 2006. Me Brannan a elle-même été honorée par des organisations telle que la *National Association for the Advancement of Colored People Legal Defense and Educational Fund Inc* ou la *Anti-Defamation League of B'nai B'rith* pour sa contribution personnelle en vue de l'exécution des lois sur les droits civiques. Après avoir terminé ses études à la Faculté de droit de Harvard, Me Brannan a travaillé en tant que greffière à la Cour d'appel du District de Columbia.

**Joseph Breham** est associé au sein du cabinet d'avocat Bourdon Simon Voituriez   Paris. Sa pratique se focalise sur le droit commercial et des médias, le droit pénal, ainsi que sur le droit international des droits de l'homme. Avant de rejoindre le cabinet Bourdon Simon Voituriez, Me Breham était conseiller juridique au sein de Sherpa (<http://www.asso-sherpa.org/>), une organisation basée à Paris regroupant des experts juridiques et des avocats engagés dans la protection et la défense des victimes des crimes économiques. Aujourd'hui, il reste impliqué dans les activités de Sherpa et intervient dans un nombre de cas juridiques pro bono. Il est également un membre du Conseil d'Administration de l'association. Me Breham a publié des articles dans des livres, des revues académiques ainsi que dans des journaux. Il donne régulièrement des cours aux étudiants en droit.

**Miriam Buhl** est conseil Pro Bono au sein de Weil, Gotshal & Mages LLP. Elle coordonne le programme international pro bono qui a par ailleurs reçu un prix. Me Buhl a été désignée Conseil Pro Bono de l'Année par The Legal Aid Society en 2006. Avant de rejoindre Weil Gotshal en



2005, Me Buhl était directrice du Greater New York Chapter of the March of Dimes, une des plus grandes associations caritatives aux USA. Entre 1999 et 2004, Me Buhl était la directrice générale de la New York Women's Foundation. De 1997 à 1999, elle était la directrice fondatrice de l'Association du Barreau du réseau du service public de la ville de New York, un programme visant à mettre en lien des avocats bénévoles avec des organisations du service public. Elle a aussi été directrice générale de Westchester Residential Opportunities, Inc. , une agence œuvrant pour des logements équitables et avocate au sein de la division civile de la Legal Aid Society(bureau du quartier de Brooklyn). Elle est professeur de droit à l'Université de Columbia où elle co-enseigne le Stage sur le Programme Pro Bono et son élaboration. Elle est membre du conseil des directeurs du Centre de Justice du Barreau de la Ville et du Comité coordonnant le domaine non-lucratif. Elle est également membre de l'association des Conseils Pro Bono et se trouve aussi engagée dans le Comité sur l'aide juridique du Barreau de l'Etat de New York, dans celui du Conseil new yorkais de l'Alliance for Justice et celui relatif au service public du Conseil du Barreau fédéral. Elle œuvre par ailleurs pour le Conseil Pro Bono du Public Interest Law Institute et auprès du Comité d'experts du programme Catherine Reynolds sur l'entrepreneuriat social de l'Université de New York.

**François Cantier**, avocat au barreau de Toulouse, est le fondateur et Président d'Avocats Sans Frontières France (ASF France) depuis 1998. Depuis la création d'ASF France, Me Cantier a été impliqué dans nombreuses de ses actions. Il est titulaire d'une maîtrise en droit et d'un diplôme de Sciences Politiques. Ses domaines de spécialisations sont la défense de droits de l'Homme, le droit international et humanitaire, le droit public, le droit pénal et les questions de responsabilité. Il a notamment plaidé du côté de la défense devant le Tribunal Pénal International pour le Rwanda et assisté un suspect devant la Cour Pénale Internationale. Il a créé en 2006 l'Ecole Des Droits de l'Homme à Toulouse.

**Claire Carless** est la directrice juridique commerciale du Groupe Vodafone. Elle a sous sa responsabilité une équipe de cinquante avocats, spécialisés dans cinq compétences, qui fournissent une assistance juridique aux activités commerciales de Vodafone à l'échelle mondiale. Elle a commencé sa carrière dans un cabinet privé à Londres, puis à Hong-Kong. En 1992, elle a poursuivi sa carrière dans le secteur de l'industrie en intégrant la société *National Power*. Elle est administratrice de l'œuvre de bienfaisance *Law Works*.

**Javier Carvajal** est associé de la filiale madrilène du cabinet Cuatrecasas Gonçalves Pereira. Il a plus de douze ans d'expérience dans le conseil aux entreprises et le domaine des offres publiques d'acquisition, des fusions et acquisitions, des restructurations d'entreprises, des joint ventures, ainsi que des cours de la bourse. Il a conseillé des groupes nationaux et internationaux sur les opérations des secteurs énergétique, financier et industriel. Il est également engagé dans le domaine de l'éducation en donnant des cours sur les fusions et acquisitions et sur le marché des valeurs mobilières à des étudiants en Master. Il a été professeur de droit international privé à l'Université Nationale d'Enseignement à Distance (UNED) pendant plus de cinq ans. Carvajal est auteur et co-auteur de plusieurs articles publiés dans des revues spécialisées et des publications collectives. Il a obtenu sa Licence en droit (spécialité en droit commercial) à la Universidad San Pablo CEU en 1993, son diplôme en études commerciales en 1994 et son diplôme LL.M de la faculté de droit de l'Université de New York en tant que boursier Fulbright en 1997. Il est membre du Barreau de Madrid.

**Jean Castelain** est le Bâtonnier en exercice de l'Ordre des avocats au barreau de Paris. Il occupe également la fonction de Vice-Président du Conseil National des Barreaux. Me Castelain est associé au sein du cabinet Granrut Avocats depuis 1997. Il y dirige le département de la propriété intellectuelle, des droits d'auteur et des médias; il intervient pour des acteurs majeurs de l'édition et des médias, français et internationaux. Me Castelain a prêté serment en 1978, à Paris. Titulaire d'un DEA de Droit privé général et d'un DEA de droit pénal et procédure pénale, il est devenu Docteur d'Etat en Droit en 1981. Me Castelain est co-auteur de l'ouvrage « Droit d'auteur et Marché commun » (1981). Ancien Secrétaire de la Conférence, il est également chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur et chevalier de l'Ordre national du Mérite.

**Denis Chemla** est associé au sein du groupe contentieux et arbitrage du bureau de Paris du cabinet Herbert Smith. Il intervient dans divers contentieux complexes, tant devant les tribunaux civils que pénaux. Il dispose d'une expérience approfondie dans le contentieux de la responsabilité (tout particulièrement dans le domaine aéronautique), le droit bancaire et financier ainsi que le droit pénal des affaires. Me Chemla représente les intérêts d'entreprises et d'institutions financières internationales majeures, notamment General Electric, Global Aerospace, AXA Corporate Solutions, Goldman Sachs, Citigroup, HSBC, EDF, Sky TV, etc. Il a occupé les fonctions de conseil juridique auprès de la Mission des Nations Unies au Kosovo en 1999. Il est également Président de Droits d'Urgence, association engagée dans l'accès au droit des populations les plus défavorisées. De 2003 à 2009, il a été membre de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme sur nomination du Premier Ministre. Il est membre des barreaux de Paris et New York.

**James Claxton** est collaborateur dans le bureau parisien du cabinet Orrick Rambaud Martel. Sa pratique se focalise sur l'arbitrage commercial international et le droit international public et il représente à la fois les entités privées et étatiques. Me Claxton a exercé en tant qu'avocat et secrétaire auprès du tribunal arbitral dans des affaires purement commerciales mais aussi dans des litiges politiquement sensibles auxquels les Etats et les organisations internationales étaient parties. Ses activités pro bono récentes incluent le fait de conseiller le Conseil norvégien pour les réfugiés (*Norwegian Refugee Council*) à propos de l'usage de modes alternatifs de règlement des différends, de même que conseiller les organisations non-gouvernementales à propos de leurs droits suite à leur expulsion du Soudan. Il a en outre évalué les centres de médiation commerciale au Maroc et collaboré à la révision des directives commerciales de l'*United Nations Global Compact*.

**Mikel Córdoba Gavín** est diplômé en droit de l'Université publique de Navarre (Espagne) tout en ayant obtenu, durant sa dernière année académique, un certificat d'études juridiques françaises de l'Université Nancy 2 (France). Puis, il a obtenu un LLM dans le cadre d'un programme concentré sur le droit européen et international des droits de l'homme à l'Université de Maastricht (Pays-Bas). Il a ensuite rejoint l'équipe du rapporteur special sur la question de la torture, M. Manfred Nowak, au Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies à Geneve (Suisse). De 2006 à 2010, Mikel Córdoba Gavín a tout d'abord travaillé comme représentant national, puis comme chef de mission de l'ONG MPDL-Movement for Peace en Serbie et au Kosovo puis également en Bosnie-Herzégovine. Les projets consistaient à fournir de l'aide juridique gratuite à des segments de population démunis, spécialement des minorités, des réfugiés et des personnes déplacées. Aujourd'hui, il travaille au sein de la Fondation du Conseil général espagnol des barreaux sur des projets en lien avec l'accès au droit et les violations des droits de l'homme en Amérique centrale.

**Karolina Czernicka-Kuhl** est une avocate polonaise (radca prawny). Elle est Managing Associate au bureau de Varsovie du cabinet Linklaters. Egalement avocate (solicitor) en Angleterre et au Pays de Galles, elle a exercé pendant 3,5 ans au bureau londonien du cabinet Linklaters. Me Czernicka-Kuhl a auparavant étudié le droit en Allemagne où elle a obtenu un LLM à l'Université de Muenster. Elle est spécialisée en droit des sociétés et en fonds de placement. Chez Linklaters, les activités d'intérêt général occupent une place importante et sont considérées comme valorisantes. Me Czernicka-Kuhl coordonne le programme Pro Bono du bureau varsovien en fournissant des conseils juridiques et en assistant des organisations à but non-lucratif. Ainsi, elle coopère étroitement avec le Centrum Pro Bono et soutient les étudiants de la Clinique du droit de l'Université de Varsovie. Linklaters travaille avec la Clinique du droit depuis 2004 et avec le Centrum Pro Bono depuis sa fondation en 2007.

**Emmanuel Decaux** est professeur de droit international public à l'Université Panthéon-Assas Paris II. Il y dirige le Centre de recherche sur les droits de l'homme et le droit humanitaire (CRDH), ainsi qu'un Master 2 (recherche et professionnel) du même nom. Il a publié de nombreux ouvrages sur ces questions, notamment un manuel de Droit international public (7<sup>e</sup>ed., Dalloz, 2010) et un recueil des Grands textes internationaux des droits de l'homme (La Documentation française, 2008). Il a dirigé un commentaire collectif du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, à paraître à la fin de l'année chez Economica, et de nombreux colloques, notamment avec Christophe Pettiti, (*La tierce intervention devant la Cour européenne des droits de l'homme et en droit comparé*, Bruylant, 2008). Il est membre du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et a été élu vice-président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

**Tom Dunn** est le premier avocat du cabinet Clifford Chance à s'être entièrement consacré à la pratique juridique pro bono depuis mai 2008. Il est chargé du développement et de la coordination de la prestation de services pro bono du cabinet. Il a obtenu son diplôme d'avocat en 1997 et a exercé ce métier dans le secteur de l'aide juridique à Londres pendant sept ans. Il défendait les locataires dans des litiges les opposant à leurs propriétaires ainsi que les sans-abris et leur droit au logement en s'opposant aux décisions relevant du droit public et émanant des autorités locales. Il a ensuite travaillé comme coordinateur bénévole au *College of Law* en mettant en place des programmes bénévoles pour les étudiants. Il a également une vaste expérience dans le développement de programmes ayant une approche fondée sur la *Street Law* au Royaume-Uni et il a géré un projet d'éducation publique juridique ayant pour sujet les ensembles de logements collectifs dans le sud de Londres pendant trois ans. Ce projet fut l'un des premiers à être financé par l'administration centrale.

**Sophie Eisenmann**, directrice du *Grameen Creative Lab*, est à la tête du mouvement business social holistique (HSBM). L'objectif de ce mouvement est d'éradiquer la pauvreté et favoriser la reconstruction économique d'une région tout en répondant aux principaux besoins sociaux de celle-ci, tels que l'éducation, l'alimentation, les soins médicaux et le logement. Avant de rejoindre le *Grameen Creative Lab*, Sophie Eisenmann a travaillé comme consultante en gestion pour *Siemens Management Consulting* à Munich ainsi que pour General Electric, occupant différents postes financiers. Elle est titulaire d'un MBA délivré par l'INSEAD (Fontainebleau et Singapour) et a également un diplôme d'études de premier cycle de la *European Business School* en Allemagne. Durant ses études, Sophie Eisenmann a passé beaucoup de temps en Asie et en Amérique du Nord et du Sud.

**Dalma Fabian** est chargée de projets à la FEANTSA (Fédération Européenne des Associations Nationales Travaillant avec les Sans-Abri). Elle travaille sur le projet *Housing Rights Watch* et s'occupe de la gestion du réseau d'experts et d'avocats spécialisés dans le droit au logement. Fabian est titulaire du *European Master's Degree in Human Rights and Democratisation* (E.MA). Après ses études, elle a reçu la *EIUC EU/UN Human Rights Fellowship* et a travaillé comme experte au sein du Conseil des droits de l'homme. Avant de rejoindre la FEANTSA, Fabian a travaillé pour le *Minority Rights Group International* dans le domaine de la protection des groupes vulnérables dans le sud-est de l'Europe.

**Ian Forrester**, nommé **Queen's Counsel (QC)** par la couronne britannique, est associé du cabinet White & Case LLP à Bruxelles. Il conseille les entreprises, ainsi que des États souverains, les autorités gouvernementales, les associations industrielles et les particuliers sur le droit de l'Union européenne et plus précisément, le droit de la concurrence, le droit commercial, le droit de douane et les règles du marché intérieur. Il intervient également dans le domaine de la propriété intellectuelle ainsi que du droit constitutionnel dans les secteurs de la radiodiffusion, des produits chimiques, des technologies de l'information, des produits pharmaceutiques, des logiciels et du sport. Il a plaidé devant les juridictions et les autorités de la concurrence nationales, le Tribunal de première instance et la Cour de justice des Communautés européennes et la Commission européenne. Parmi ses clients figurent la BBC, Canon, DuPont, la Commission européenne, GlaxoSmithKline, le gouvernement de Gibraltar, le Parti libéral démocrate, Microsoft, Pfizer, la Fédération d'Ecosse de football, Toshiba, Toyota, l'UEFA, l'Union Carbide ainsi qu'un certain nombre de particuliers. Forrester est également connu pour avoir plaidé des cas tel que celui de Hans-Martin Tillack, journaliste d'investigation, dans une affaire de violation du principe de la protection des sources, ou pour être intervenu dans des procédures d'enquêtes de l'Union européenne en se fondant sur le droit international et la Convention européenne des droits de l'homme. Il donne régulièrement des conférences sur les politiques et le droit européens.. Il est également l'auteur de nombreux articles et chapitres portant sur le droit de la concurrence, le secret professionnel, la science et les bonnes pratiques de réglementation, la politique commerciale, le droit de douane et le dumping. Forrester est membre du Comité de partenariat du cabinet White & Case LLP. Il est par ailleurs professeur invité en matière de droit européen à l'Université de Glasgow où il s'est vu décerner en 2009 un doctorat honoraire en droit.

**Arnaud Gaillard** devient docteur en sociologie et se spécialise sur l'analyse des mécanismes de pénalité après une formation juridique axée sur les droits de l'homme. En 2005, il organise la promotion des OMD au sein de la campagne internationale contre la pauvreté. Il dirige en 2007 une mission d'enquête sur la peine de mort au Burundi, puis travaille sur la campagne de libération des infirmières bulgares. Il dirige à Genève le 4<sup>ème</sup> Congrès mondial contre la peine de mort, puis dans le cadre d'un travail de recherche sur la peine capitale dans la démocratie américaine, il réalise un documentaire sur la peine de mort aux US. Il est l'auteur de « *Sexualité et prison – désert affectif et désirs sous contrainte* » publié en 2009. Il est aussi co-fondateur et vice-président du Réseau d'Alerte et d'Intervention pour les droits de l'homme (RAIDH).

**Werner Gump** est associé senior de l'équipe finance internationale du cabinet Ashurst LLP à Francfort. Avant de rejoindre Ashurst LLP, Me Gump a travaillé dans un autre cabinet d'avocats international à Francfort ainsi que dans un cabinet renommé situé à Sydney. Il a fait ses études de droit aux universités de Munich, Bielefeld et de la Nouvelle-Galles du Sud. Il est titulaire

d'un doctorat de l'Université de Bielefeld et d'un Master en droit délivré par l'Université de New South Wales. Gump est reconnu comme avocat (*Rechtsanwalt*) en Allemagne mais aussi dans la Nouvelle-Galles du Sud.

**Nicolas Hamel** a monté une business unit au sein du groupe TBWA (Agence Excel spécialiste du fundraising pour les associations) sur l'engagement sociétal des entreprises, ce après 8 ans passés à l'Association Française contre les Myopathies en tant que responsable du développement des partenariats avec les entreprises dans le cadre du Téléthon. Directeur des partenariats à l'ADIE depuis 2008, il a notamment en charge le développement de la présence des entreprises dans le projet de l'ADIE afin de permettre à l'Association de croître et d'aider les clients de l'association à créer leur propre emploi. Le mécénat de compétence et la démarche pro bono des cabinets d'avocats représentent une part non négligeable de la stratégie relationnelle et opérationnelle de l'association avec ses partenaires. L'ADIE est en pointe en matière de plaider sur l'évolution de la réglementation en matière de création d'entreprise et sa démocratisation en France.

**Jan Hegemann**, associé du cabinet berlinois Raue LLP, est spécialisé dans le domaine de la propriété intellectuelle, des technologies de l'information, de la presse et des médias, des arts et du divertissement. Parmi ses clients figurent des sociétés d'éditions, des théâtres, des universités et plusieurs artistes et auteurs de renommée mondiale. Hegemann représente deux des trois plus grands éditeurs de journaux berlinois et apporte son conseil aux politiques et artistes à l'égard du droit de la presse et des médias. Il conseille également les éditeurs littéraires allemands et représente plusieurs sociétés de technologies de l'information dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle et des droits de logiciels. Avant de rejoindre le cabinet Raue LLP, Hegemann était associé du cabinet d'avocats Hogan & Hartson basé aux États-Unis. Il a également travaillé en tant que greffier à Berlin et à Tokyo. Depuis 1996, il est professeur invité au conservatoire Hanns Eisler à Berlin. Il y donne des cours sur le droit de la culture et de la communication et, en 2002, il s'est vu octroyer le titre de Professeur. Il possède également le titre de Professeur honorifique attribué par la *Freie Universität* de Berlin en 2005.

**Antonio Hernández-Gil Alvarez-Cienfuegos** s'est vu décerner en 1976, un Doctorat spécial (PhD) pour sa thèse sur le rôle de l'analogie dans le raisonnement juridique et il a rejoint le personnel enseignant de l'Université Complutense de Madrid. En 1978, il a été nommé au poste de professeur adjoint en matière de droit civil à l'Université Nationale d'Enseignement à Distance (UNED). En 1983, il devient enseignant-chercheur en droit civil à l'Université St-Jacques de Compostelle et en 1986, il obtient ce même poste à la UNED. Hernández-Gil est membre du Barreau de Madrid depuis 1974. Il est spécialisé dans le droit civil, des sociétés et des affaires et intervient surtout dans le domaine du litige et de l'arbitrage. En décembre 2007, il a été élu Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de Madrid pour un mandat de cinq ans. Il est également le premier vice-président du Conseil Général des barreaux de l'Espagne. En 2010, il est devenu membre de la *Real Academia de Jurisprudencia y Legislación*.

**Rebecca Hilsenrath** est la PDG de l'œuvre de bienfaisance *LawWorks* (le groupe pro bono des avocats/solicitors), qui apporte son conseil aux entreprises et aux services juridiques et fait office de *clearinghouse* et de courtage pro bono. Elle a aidé à mettre en place le nouveau *National Pro Bono*

Centre dont elle est administratrice. Rebecca Hilsenrath est avocate au gouvernement détachée du *Treasury Solicitor's Department*. Elle a travaillé dans le Bureau du procureur général ainsi qu'au Ministère de l'Éducation. Elle a été formée et a obtenu son diplôme en travaillant chez Linklaters. En tant que jeune avocate, elle a présidé et a été bénévole dans une clinique juridique. Elle a joué un rôle important dans l'ouverture de deux écoles, l'une en 1999 et l'autre en 2007, financées par l'Etat. Elle a été la présidente du conseil de l'établissement de l'une de ces écoles pendant neuf ans. Hilsenrath offre gratuitement ses services dans le domaine de recours relatifs à l'admission scolaire. Elle encadre également des formations sur la gouvernance et les admissions scolaires. Elle est administratrice du *Mary Ward Legal Centre* ainsi que du *Bar Pro Bono Unit*.

**David Holzwarth** est le directeur associé et le chef des services juridiques de Fairtrade Labelling Organisations International (FLO eV) et de FLO-CERT. Fairtrade constitue un outil de développement permettant aux fermiers et travailleurs défavorisés de pays en voie de développement de faire de meilleures affaires par le biais de la marque internationale FAIRTRADE. Pour qu'un produit puisse utiliser la marque FAIRTRADE, il doit remplir les standards internationaux de Fairtrade fixés par l'organe de certification international Fairtrade Labelling Organisations International (FLO). La certification par FLO-CERT fournit une garantie aux consommateurs que, par leur achat de produits certifiés Fairtrade, ils contribuent au développement socio-économique de populations. Pour plus d'informations : <http://www.fairtrade.net>.

**Lusine Hovhannisian** est la directrice de programme dans les bureaux newyorkais du PILI. Elle a fourni une assistance technique et des conseils en vue de la création et du développement des programmes de formation concernant les cliniques juridiques dans un grand nombre de pays d'Europe centrale et orientale. Elle a dirigé de nombreux ateliers destinés aux assistants des cliniques juridiques ainsi qu'aux avocats des ONG. Elle était également chargée des projets visant à promouvoir une réforme durable et à long terme dans le domaine de la formation juridique supérieure en Moldavie, en Ukraine, au Caucase et en Asie centrale. Lusine Hovhannisian a commencé ses études juridiques en Arménie, son pays natal, puis elle a obtenu un LL.M à la *Central European University*. En 1999, elle a créé le premier programme de formation relative aux cliniques juridiques à la *Yerevan State University*. Elle y a également enseigné le droit des personnes ainsi que l'éthique juridique. Elle a été professeure invitée à la *American University of Armenia* et chercheuse invitée à la *Central European University* entre 2005 et 2006. Elle parle couramment l'arménien, le russe et l'anglais et fait partie des membres de PILI depuis 2003.

**Michael Karlsson** est associé senior au sein du cabinet Mannheimer Swartling. Son domaine d'expertise couvre les fusions et acquisitions ainsi que le contentieux. Il préside par ailleurs les activités pro bono de Mannheimer Swartling et est l'associé en charge de la responsabilité sociétale du cabinet. Il est également en charge de la contribution du cabinet au projet des Nations Unies « Les Outils du droit des sociétés » (lancé dans le cadre des travaux du Professeur John. G. Ruggie en sa qualité de Représentant spécial du Secrétaire Général sur les entreprises et les droits de l'homme). Me Karlsson est l'un des fondateurs d'Avocats sans Frontières en Suède. Il fait partie du conseil d'administration d'Amnesty Business Group (Suède) et est actuellement président de SOS-Children's Villages, membre du conseil d'administration de SOS-Kinderdorf International et commissaire du comité exécutif de SOS-Kinderdorf. Me Karlsson est membre du Barreau suédois.



**Felicity Kirk** était spécialisée dans la loi du financement aérien à Paris et à Tokyo avant de s'orienter vers le pro bono. Depuis 2001, elle dirige l'activité pro bono au sien du cabinet White & Case à Londres. Elle est également en charge de l'activité pro bono, de la diversité des genres ainsi que du programme de la responsabilité civile pour la région EMEA. Elle y met en place des projets visant à accroître l'intérêt grandissant pour le pro bono transactionnel suscité au sein du personnel d'une vingtaine de bureaux. Me Kirk est également à la tête du Groupe responsabilité d'entreprise qui représente plus de quatre-vingt sociétés dominant le secteur de la responsabilité sociale des entreprises. Elle est membre du Barreau de Paris.

**Julia Kluczyńska** est une avocate diplômée de l'Université de Varsovie ainsi que de la *Central European University* à Budapest. Elle est actuellement doctorante PhD à la *Warsaw School of Economics* (SGH). Elle est spécialisée dans le droit des organisations à but non lucratif en particulier le droit des fondations, des associations ainsi que le *Public Benefit Act*. Julia Kluczyńska a participé à la création du *Centrum Pro Bono*, la *clearinghouse* polonaise. Elle y travaille en tant que coordonnatrice principale. Le *Centrum Pro Bono* compte actuellement parmi ses collaborateurs trente-cinq cabinets d'avocats et procure de l'aide juridique aux ONG. Il fournit également des affaires pro bono à des cabinets d'avocats. Depuis sa création, en janvier 2008, le *Centrum Pro Bono* a procuré une assistance juridique aux organismes polonais à but non lucratif en plaçant plus de 120 affaires. Le *Centrum Pro Bono* est un programme dirigé par la *Legal Clinics Foundation*.

**Luc Lamprière** est Directeur général d'Oxfam France, association de solidarité créée en 1988 et qui fait partie d'Oxfam International depuis 2006. Il a rejoint Oxfam en 2007, après près d'une vingtaine d'années passées dans le journalisme et une spécialisation sur les questions de développement et de droits de l'homme. Sa carrière internationale l'a conduit à couvrir une cinquantaine de pays, sur un large éventail de sujets, principalement économiques et sociaux, en Asie, en Afrique et en Amérique. Luc Lamprière a débuté sa carrière dans la presse économique en France dans les années quatre-vingt avant de rejoindre le journal Libération en 1991 pour lequel il a été le correspondant à Tokyo puis à New York. Il a également collaboré à de nombreuses autres publications françaises et internationales et il a aussi été consultant sur les questions des droits de l'homme et du développement pour diverses ONG ainsi que pour les Nations Unies. Il a lancé, en 2001, pour l'Agence France-Presse à New York le *Global Ethics Monitor*, le premier service d'information professionnel sur la responsabilité sociale des entreprises ainsi que du développement durable. Il a également vécu et travaillé en Corée du Sud, au Soudan et au Kenya. Avant de rejoindre Oxfam France, il était basé au Mexique. Il est titulaire d'une licence en droit, d'un diplôme d'études politiques et d'un diplôme de journalisme obtenu à Paris. Il possède aussi un Master en administration publique de Harvard. Il est également ancien membre du *Carr Center for Human Rights Policy* à Harvard.

**Samuel Lefèvre**, diplômé de ESCP-EAP, a commencé son parcours professionnel en 2005 au suivi des grandes entreprises chez BNP Paribas CIB. Passionné par la microfinance, il a été à partir de 2008 et parallèlement à son activité professionnelle bénévole accompagnateur de l'ADIE avant de rejoindre le département Microfinance Groupe de BNP Paribas en début d'année. Il est principalement en charge (i) du suivi des risques crédit de l'activité financement d'Institutions de MicroFinance (IMF) et (ii) du développement de l'association Microfinance Sans Frontières, association d'assistance technique aux IMF par du bénévolat de compétences.

**Maria (Masha) Lisitsyna** est chargée du projet *Open Society Justice Initiative* en Asie centrale. Le projet se concentre sur les litiges nationaux et internationaux contre la torture, sur la défense internationale ainsi que sur le développement des compétences des avocats locaux et des organisations de défense des droits de l'homme. Dans le cadre de sa fonction au sein du *Human Rights Watch*, Maria Lisitsyna a récemment fait des recherches en Asie centrale concernant les droits civils et politiques au Turkménistan et les droits des travailleurs migrants en Russie et au Kazakhstan. Maria Lisitsyna est la cofondatrice du *Youth Human Rights Group*, une des principales ONG au Kirghizistan. En 2005, elle était membre du Conseil Constitutionnel du Kirghizistan. Maria Lisitsyna est titulaire d'un Doctorat en droit de la *Kyrgyz-Russian Academy of Education*.

**Philomena McFadden** est associée du groupe contentieux et arbitrage du cabinet Linklaters à Londres. Elle est spécialisée dans le contentieux et l'arbitrage, qu'ils soient internationaux ou transfrontaliers. Les clients qu'elle représente proviennent de plusieurs secteurs différents. Elle est largement impliquée dans l'activité pro bono de Linklaters. Elle était membre de l'équipe à l'origine d'un récent rapport intitulé « *Campfed Governance: Accounting to the Girl. Working Towards a Standard for Governance in the International Development Sector* ». Ce rapport, dévoilé lors du *Skoll World Forum* en avril 2010, soulève des questions concernant la gouvernance dans le domaine des ONG. Ce rapport a été acclamé par la Clinton Global Initiative. McFadden a également effectué du travail pro bono pour *Human Rights First*, *Amnesty International*, *Advocates for International Development (A4ID)* ainsi que le *Citizens' Advice Bureau*.

**Steven McNab** est le responsable du département Environnement et Changement Climatique au sein du cabinet Simmons & Simmons. Il est passionné par les domaines où son pratique rejoint les sujets de responsabilité sociale du cabinet, principalement la mobilisation des réseaux de collaboration concernant les réductions de carbone. Me McNab est également le fondateur et l'administrateur du *Carbon Leapfrog*, un organisme de bienfaisance récompensé pour son implication dans le changement climatique. Selon le *Lawyer Magazine*, il fait partie du top 100 des meilleurs avocats de l'année 2010 pour sa contribution au développement durable. Il est aussi un « *Pro Bono Champion 2009* » d'après le Ministère public anglais. Il est membre actif de l'Association du droit anglais de l'environnement (UKELA). Me McNab figure régulièrement haut classé dans les guides juridiques du Royaume-Uni et il est répertorié comme étant l'un des dix meilleurs avocats en matière de droit environnemental dans le dernier *Chambers Guide to the UK Legal Profession*. Il y est également mentionné comme l'un des meilleurs dans le domaine de la planification urbaine. Il a publié un grand nombre d'écrits concernant les domaines qu'il maîtrise.

**Ruth M. Mestre i Mestre** est professeure en philosophie du droit (maître de conférences depuis 2006) et membre de l'Institut des droits de la personne de l'Université de Valence. Elle a été une boursière Marie Curie à l'Université de Warwick (2003–2004), obtenu un Master en théorie du droit à Bruxelles (1995) et un Master en Sociologie juridique à Oñati (1997). Elle a participé à de nombreux projets de recherche tant au niveau national qu'international. Ses principales lignes de recherche sont les théories féministes du droit, la citoyenneté et le principe d'égalité, la diversité culturelle et les droits des femmes. Elle donne de nombreux cours post gradués en Espagne, mais a également enseigné en Italie et en Equateur. Parmi ses publications se trouvent *La Caixa de Pandora. Introducció a la teoria feminista del dret*, (PUV 2006), *Trabajo sexual: reconocer derechos*,



(La Burbuja 2006) et *Mujeres, derechos y ciudadanías*, (Tirant Lo Blanch 2008). Elle coordonne la Clinique des droits de la personne de l'Université de Valence depuis 2005.

**Marc Mossé**, qui a rejoint Microsoft France en février 2006, est directeur des affaires juridiques et publiques. Son équipe a, entre autres, pour mission de contribuer à l'ancrage de Microsoft en France, à l'expression des positions de l'entreprise auprès des pouvoirs publics, nationaux et locaux, et à la mise en œuvre de sa responsabilité sociale et sociétale. Ancien collaborateur parlementaire de Robert Badinter, il a exercé comme Avocat jusqu'en 2003. Maître de Conférence à Science Po Paris dans le cadre du Master Affaires Publiques, il donne un cours sur la Responsabilité Sociale des entreprises et le développement durable. Il est, par ailleurs, administrateur du Think Tank Renaissance Numérique, des associations AFA et ASIC, et membre de l'ONG Avocats Sans Frontières. Ancien Secrétaire de la Conférence des Avocats au Conseil d'Etat, il est titulaire d'un DEA de droit public et d'un DEA de droit européen des Universités de Paris I et Paris V.

**Jean-Claude Najar** est le conseiller juridique général du GE en France. Il est également le conseiller principal et chargé de projets interdépartementaux, des transactions, des litiges et des questions de conformité pour la région EMEA. Durant son mandat de 21 ans chez GE, Jean-Claude Najar a exercé plusieurs fonctions dont celle de conseiller juridique général et déontologue du *GE Capital EMEA* (anciennement *GE Commercial Finance*) à Paris et à Londres, de conseiller juridique général du *GE Oil & Gas* sis à Florence en Italie, et de vice-président et conseiller général de *GE Medical Systems EMEA* (désormais *GE Healthcare*) à Buc, en France. Il représente également le GE au Comité de pilotage du *Transparency International's Principles for Countering Bribery* (BPCB) et participe à des ateliers sur la lutte contre la corruption en collaboration avec la Cour Pénale Internationale et l'OCDE. Jean-Claude Najar a débuté sa carrière au sein du cabinet Coudert Frères à Paris où il s'est spécialisé dans l'arbitrage commercial international. Il est le président d'honneur fondateur ainsi que membre du Comité de pilotage du CCIAG (*Corporate Counsel International Arbitration Group*). Jean-Claude Najar est par ailleurs l'ancien président du *Corporate Counsel Forum* de l'IBA [*International Bar Association*] et ancien vice-président de la Cour internationale d'arbitrage à Londres ainsi que de son *European Users' Council*. Jean-Claude Najar écrit et intervient lors de conférences portant sur l'arbitrage commercial international, le mode alternatif de résolution des conflits, la conformité et le rôle d'un avocat interne. Il a enseigné dans plusieurs universités et écoles de gestion. Il parle le français, l'anglais, l'allemand, l'italien, l'espagnol et turc.

**Aryeh Neier** a été le directeur exécutif du *Human Rights Watch* pendant douze ans avant de rejoindre l'*Open Society Institute* en 1993. Il a également passé quinze ans à l'*American Civil Liberties Union*, dont huit en tant que directeur exécutif national. Il a travaillé comme professeur adjoint de droit à l'Université de New York pendant une douzaine d'années. Il collabore fréquemment avec le *New York Review of Books* et a publié des articles dans des revues telles que *The New York Times Magazine*, *The Nation* et *Foreign Policy*. En plus d'être l'auteur d'environ 150 articles d'opinion parus dans le *New York Times*, le *Washington Post*, *The Boston Globe* et *The International Herald Tribune*, Aryeh Neier a également publié des articles dans la presse internationale. Auteur de six livres, il a collaboré à plus de trente-cinq ouvrages. Naturalisé américain, il est né en Allemagne nazie et est devenu réfugié dès son plus jeune âge. Titulaire de six doctorats honorifiques, il a

également reçu la *Gavel Award* du Barreau des Etats-Unis et la *Rule of Law Award* attribué par l'IBA (*International Bar Association*).

**Christopher Noblet** est associé de Partos & Noblet, le bureau budapestois du cabinet d'avocats international Hogan Lovells. Il est en poste à Budapest depuis 2000. Avant de déménager en Hongrie, il a travaillé dans les bureaux londoniens du cabinet. Me Noblet est spécialisé dans le droit commercial et des sociétés ainsi que le droit immobilier et le droit de la finance. Il a conseillé des sociétés internationales par rapport à leurs investissements en Hongrie ainsi que les entreprises hongroises voulant développer leur activité à l'échelle mondiale. Me Noblet est un avocat qualifié en droit anglais. Il est également avocat de l'Union européenne et membre du barreau de Budapest. En plus d'être membre du conseil d'administration de PILI depuis 2008, il est aussi le trésorier et membre du conseil de la Chambre de commerce britannique en Hongrie.

**Christophe Pettiti** est avocat au Barreau de Paris depuis 1986. Il est spécialisé en droit international des droits de l'homme, en droit social national et européen. Il a été membre du Réseau d'experts chargé de l'application des directives européennes Egalité. Chargé d'enseignement en droit international des droits de l'homme dans les écoles des Barreaux et à l'Université Paris II, il est également Secrétaire Général de l'Institut de formation en droits de l'homme du Barreau de Paris ainsi que de l'Institut des droits de l'homme des avocats européens. Me Pettiti fait partie du Conseil d'administration de l'Organisation Mondiale contre le Torture – Europe et du Conseil d'administration de l'association Louis Chatin pour la défense des droits de l'enfant. Membre du Comité de rédaction et du comité scientifique de la revue Trimestrielle des Droits de l'Homme, il a co-rédigé et co-dirigé de nombreux livres en droit international des droits de l'homme et a publié de nombreux articles en droit international des droits de l'homme, droit social européen et droit du travail et en droit du sport.

**Laurent Pettiti**, avocat au Barreau de Paris, est notamment spécialisé en droit communautaire, droit international privé et en droit de la Convention Européenne des Droits de l'Homme. Depuis 2008, il est le Président du Comité Droits de l'Homme du Conseil des Barreaux Européens depuis 2008. Il a rédigé, en tant que membre français de ce Comité, un document de réflexion sur l'aide légale devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Me Pettiti est également membre et administrateur de l'Institut en Formation des droits de l'Homme du Barreau de Paris. Par le passé, il a occupé différentes fonctions, dont celles de Commissaire à l'Aide Judiciaire auprès de la Cour Pénale Internationale, membre du Conseil national des Barreaux et du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Paris.

**Andrew Phillips (Lord Phillips of Sudbury)** a fondé le cabinet d'avocats Bates, Wells & Braithwaite à Londres en 1970, dont il est aujourd'hui le consultant. Il est un spécialiste du droit des associations, mais possède également une grande expérience dans d'autres branches du droit, comme les affaires ou la diffamation. Au cours des trente-cinq dernières années, il a fondé trois œuvres de bienfaisance nationales, y compris le *Solicitors Pro Bono Group* (désormais *Law Works*), qui a pour but d'étendre l'activité pro bono pour les plus nécessiteux par le biais des cabinets membres à un moment où les aides juridiques de l'État diminuent. Il a également fondé la *Citizenship Foundation* dont il est le président et qui tient un rôle prépondérant dans l'éducation civique au Royaume-Uni. Me Phillips

est devenu pair à vie en 1998 (membre de la Chambre haute du Parlement britannique). Il est également journaliste et auteur. Issu de Cambridge, il est désormais Président de l'Université d'Essex.

**Priya Pillai** est conseillère principale au sein du service juridique de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR). Elle a rejoint la FICR en 2008 et elle s'occupe de la prévention des risques juridiques, de la structuration des partenariats avec d'autres organisations humanitaires et du conseil juridique concernant le droit matériel ainsi que d'autres domaines thématiques. Elle est actuellement engagée dans un projet visant à examiner l'environnement juridique des bénévoles. En plus d'avoir été chercheuses et professeure de droit international, Priya Pillai a travaillé au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, à La Haye. Elle a également exercé en qualité d'avocate dans un cabinet dans le domaine commercial. Priya Pillai a obtenu un diplôme en droit de la Faculté nationale de droit de l'Université d'Inde *University* et a bénéficié d'une bourse d'études, la *Global Public Service Scholarship*, en vue de l'obtention du Master en droit de l'Université de New York. Elle est actuellement inscrite en doctorat à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève.

**Atanas Politov** est directeur du bureau hongrois du Public Interest Law Institute (PILI) et est chargé de la gestion des programmes pro bono. Il a développé des projets à grande échelle sur la réforme de l'aide juridictionnelle en Bosnie-Herzégovine et en Serbie et a coordonné les contributions de PILI aux réformes de l'aide juridictionnelle dans d'autres pays. Il a également géré le développement des clearinghouses pro bono de PILI en Chine, en Hongrie, en Russie ainsi qu'au niveau international. Atanas Politov a suivi sa formation juridique dans son pays natal, la Bulgarie, et a travaillé en tant que collaborateur juridique pour le Bulgarian Lawyers for Human Rights. Par la suite, il a reçu un L.L.M. à la Columbia Law School dont il est un ancien Fulbright Scholar. Tout au long de sa carrière académique et professionnelle, Atanas Politov a encouragé le développement des principes liés aux droits de l'homme. Dernièrement, il a concentré ses activités sur le développement des infrastructures nécessaires à l'aide juridictionnelle et sur celui des activités pro bono en Europe centrale, de l'est, dans les Balkans et en Russie.

**Robert Precht** est le directeur du Public Interest Law Institute (PILI) en Chine et gère le bureau de Pékin depuis 2008. Avant de rejoindre PILI, Robert Precht était vice-président de la Faculté de droit de l'Université du Michigan où il a aidé à la création d'un programme visant à encourager l'activité juridique des étudiants et des diplômés dans le domaine de l'intérêt public. Il était également avocat fédéral commis d'office dans la ville de New York et a plaidé de nombreuses affaires pénales devant les tribunaux et la Cour d'appel. Il a enseigné dans deux écoles de droit et il est l'auteur du livre *Defending Mohammad: Justice on Trial* (Cornell University Press, 2003). Robert Precht a obtenu sa Maîtrise à l'Université Northwestern en 1976 et son Doctorat en droit à la Université du Wisconsin en 1980.

**Javier Ramirez** est le Directeur des Affaires Regulatory en Europe, Moyen-Orient et Afrique pour Hewlett-Packard et est le coordinateur du programme Pro Bono hors USA de l'entreprise. Il est également le Secrétaire du Conseil des Directeurs en Espagne. Depuis 2000, Javier Ramirez enseigne la propriété intellectuelle et le droit des technologies de l'information à la faculté de droit de l'Instituto de Empresa. Depuis 2007, il occupe également la fonction de co-directeur du

Forum sur la protection des consommateurs et la concurrence déloyale de la Fondation pour la recherche en droit et business (FIDE). De 2002 à 2004, il a été le Directeur juridique du groupe Hewlett-Packard Imaging & Printing en Europe, Moyen-Orient et Afrique, puis de 2005 à 2006, Directeur mondial de la connaissance juridique en matière de management au sein de Hewlett-Packard Company à Palo Alto, Californie. De 1999 à 2004, il était le manager du Département juridique de Hewlett-Packard en Espagne et au Portugal. De 2001 à 2004, Javier Ramirez a été le Président de la Commission sur la propriété intellectuelle au sein de l'association espagnole des entreprises actives dans le domaine de l'électronique, des technologies de l'information et des communications (AETIC). Il a obtenu son diplôme en droit à l'Universidad Complutense de Madrid en 1992, avec une spécialisation en administration des affaires en 1993. Il a été admis au Barreau de Madrid en 1992.

**Edwin Rekosh**, fondateur du Public Interest Law Institute (PILI), est le directeur général de l'organisation depuis ses débuts, en 1997. A partir de 1991, Edwin Rekosh est actif dans la progression des principes des droits de l'homme ainsi que du développement du droit en matière d'intérêt public dans les pays d'Europe centrale et orientale, et, plus récemment, en Chine. C'est son implication dans le développement des groupes actifs dans les droits de l'homme en Roumanie ainsi que dans d'autres pays d'Europe centrale et orientale en 1990, qui lui a inspiré la création de PILI. Il dispense des cours de Droits de l'homme droit et développement à l'Université de Columbia et a été professeur invité à la *Central European University*. Avant de créer PILI, Edwin Rekosh était consultant pour la *Ford Foundation* et a travaillé pour l'*International Human Rights Law Group* (aujourd'hui *Global Rights*) en Roumanie. Il est par ailleurs le co-fondateur du *Human Rights Watch Film Festival*. Le barreau des Etats-Unis lui a attribué l'*International Human Rights Award* en 2009.

**Dr. Malte Richter**, associé du cabinet Mayer Brown LLP à Francfort, est spécialisé dans les procédures sociales, de restructuration, de faillite et d'insolvabilité. Son activité consiste à apporter un conseil aux clients nationaux et internationaux concernant les lois sur l'insolvabilité et la restructuration, les fusions et acquisitions, les aspects sociaux généraux, les joint ventures et le droit commercial et des affaires. Me Richter est en outre un membre actif du Comité Pro Bono international de Mayer Brown ainsi que du Sous-comité Pro Bono européen. Il représente son cabinet à la Table Ronde sur le pro bono de Frankefort. Avant de se lancer dans des études de droit, Me Richter a travaillé en tant que banquier à la *Dresdner Bank AG* (aujourd'hui *Commerzbank AG*). Il a terminé ses études de droit à l'Université de Freiburg en Allemagne et a obtenu un Master en droit à l'Université Northwestern de Chicago. Avant de rejoindre le cabinet Mayer Brown en 2006, Me Richter était associé externe d'un grand cabinet juridique américain sis à Chicago.

**Ondine Ripka** est diplômée d'un master en droit (Université Paris II et Université d'Oxford). Elle a travaillé deux ans dans le conseil en management à Londres avant de s'engager dans l'humanitaire en 2002 auprès d'Action contre la Faim, puis de Médecins sans Frontières. Elle a alterné missions sur le terrain (Afghanistan, Côte d'Ivoire, Ethiopie) et postes au siège à Paris (responsable programmes, juriste). Elle enseigne également la gestion de programmes humanitaires à l'Ecole des Hautes Etudes Internationales et à H.E.C.

**Jean-Claude Rivalland** est Managing Partner d'Allen & Overy LLP, un des plus grands cabinets d'avocats ayant 36 bureaux dans 30 pays et environ 5 000 membres du personnel (470 associés). Le bureau de Paris compte 29 associés, 130 avocats et 120 membres du personnel. En sa qualité, Me Rivalland est le représentant principal interne et externe du cabinet. Il s'implique dans la croissance externe du cabinet ainsi que dans l'établissement d'un programme stratégique pour les trois prochaines années. Avant de devenir associé gérant, il a dirigé le département corporate du bureau de Paris et était l'un des trois membres du Comité de gestion de Paris. Il a une expérience considérable dans le domaine du droit du financement des entreprises sur le marché français. Il apporte son conseil lors d'acquisitions et de ventes de sociétés privées et publiques en se concentrant plus particulièrement sur les transactions transnationales impliquant des acheteurs étrangers ainsi que la vente de sociétés multinationales. Il agit notamment au nom de groupes américains, scandinaves et britanniques. Il exerce également son activité pour le compte de clients nationaux et étrangers en matière de joint ventures dans les secteurs de la finance et des médias. Son expertise des compagnies est axée sur le secteur des médias, des institutions financières et de soins médicaux. Avant de rejoindre Allen & Overy en 1999, Rivalland était associé du cabinet Gide Loyrette Nouel depuis 1996. Il y a débuté sa carrière en tant que collaborateur en 1988. Il a passé un an (1991) dans le cabinet Simpson Thacher & Bartlett New York. Me Rivalland est diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques à Paris en 1987. Il a également obtenu un DESS de Droit des Affaires et Fiscalité à l'Université de Paris II-Panthéon Assas en 1986. Il est membre du Barreau de Paris depuis 1990 et membre de l'ABA-SIL. Il est également vice-président honorifique de l'AIJA.

**Balázs Sahin-Tóth** était stagiaire au Tribunal métropolitain de Budapest avant de rejoindre Allen & Overy LLP en 2001. En tant qu'avocat, il est l'un des trois managers du cabinet de Budapest. Il s'occupe de la gestion de ressources humaines, c'est-à-dire du recrutement et du choix des nouveaux avocats mais également de la coordination des activités pro bono du cabinet. Me Sahin-Tóth s'occupe des aspects sociaux des entreprises, des fusions et acquisitions, des opérations bancaires, des marchés financiers, des litiges et de réorganisations des sociétés. Son activité pro bono se concentre sur les aspects de l'inégalité sociale. Il a défendu des élèves d'origine rom dans une affaire de ségrégation scolaire en réclamant des dommages-intérêts à la municipalité de Miskolc (une ville dans le nord d'Hongrie). L'affaire a été plaidée en première instance et devant la Cour d'appel et elle a finalement été gagnée par le cabinet devant la Cour suprême de Hongrie. Il s'agit d'une victoire historique dès lors que c'est la première fois que des dommages-intérêts ont été accordés en matière de ségrégation scolaire en Hongrie. Me Sahin-Tóth a également pris part à des séminaires de droit du travail destinés aux ONG qui viennent en aide aux personnes défavorisées. Il a participé à la création d'une association culturelle en y apportant les conseils nécessaires pro bono. Il estime que le travail pro bono stimule et motive et que c'est un élément indispensable dans sa carrière professionnelle tout comme dans ses ambitions personnelles. Me Sahin-Tóth a également été enseignant en droit civil dans la plus grande université de Hongrie, la *Eötvös Loránd* (ELTE), pendant dix ans.

**Joss Saunders** est le responsable du service juridique d'Oxfam depuis onze ans. Avant cela, il a travaillé comme avocat à Londres, en Pologne et en Ouganda. Il a rejoint le cabinet d'avocats Blake Laphorn en 1995. En 1985, il a été à la fois un prestataire et bénéficiaire des services juridiques pro bono. Ces dix dernières années il a souvent eu recours à des avocats pro bono dans le cadre

d'Oxfam. En 2005, il a participé au lancement d'une nouvelle initiative pro bono à l'échelle internationale qui devint plus tard l'association *Advocates for International Development* ([www.a4id.org](http://www.a4id.org)). Plus récemment, l'Oxfam et la WWF-UK, ont créé un nouveau service pro bono, la *Legal Response Initiative*, qui se penche sur la problématique du changement climatique.

**Pierre Servan-Schreiber** est *Managing Partner* du bureau de Skadden à Paris et responsable fusions-acquisitions pour la France. Il est régulièrement sollicité pour conseiller des opérations stratégiques transfrontalières majeures pour les sociétés les plus importantes en France et aux États-Unis. Il conseille également de grands groupes français à l'égard de leurs litiges stratégiques à l'étranger. Il est diplômé de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et de la Columbia Law School et est membre du Conseil de l'Ordre des avocats de Paris.

**Michael Smyth CBE**, membre de l'ordre de l'Empire britannique, est consultant auprès de Clifford Chance après avoir été associé de ce cabinet pendant plus de 20 ans. Il était en charge de l'activité du cabinet en matière de politiques publiques y compris ses activités pro bono. Me Smyth est vice-président du comité Responsabilité Sociale de l'Entreprise de l'International Bar Association et l'auteur de l'ouvrage intitulé *Business and the Human Rights Act*. Il préside également les associations *Public Concern at Work* et *Social Welfare Coalition*. Il est professeur invité à l'Université d'Essex et éditeur-conseil du *UK Human Rights Law Reports*. Me Smyth est membre de l'ordre de l'Empire Britannique, au grade de Commandeur (CBE), depuis 2009. Il a fait ses études de droit au Clare College Cambridge.

**Francis Teitgen** a eu une brillante carrière en tant qu'avocat et dirigeant d'entreprise avant de rejoindre le cabinet Weil, Gotshal & Manges. Son père, Pierre Henri Teitgen, a été plusieurs fois ministre dans les gouvernements de la IV<sup>e</sup> République, y compris du premier gouvernement provisoire formé par le général de Gaulle après la Libération. Pierre Henri Teitgen était également juge à la Cour européenne des droits de l'homme. Me Teitgen a d'abord été associé au sein du cabinet d'Henri Leclerc. Il a ensuite créé son propre cabinet (Mignard, Teitgen, Grisoni & Associés), spécialisé dans les litiges, notamment dans les domaines de l'escroquerie, du droit bancaire et du droit de la presse. En développant son activité, Me Teitgen a démontré ses qualités de meneur d'hommes dans le cadre de la profession juridique. Il a été élu président de l'Union des jeunes avocats, une puissante association syndicale des avocats en France. Il a par la suite été élu membre du Conseil de l'Ordre du Barreau de Paris et du Conseil National de l'Ordre. Son élection en tant que Bâtonnier du Barreau de Paris en 2000 et 2001 a constitué l'un des points culminants de sa carrière. Il a alors décidé de relever un nouveau défi et est devenu vice-président et directeur général de SIPA, le deuxième plus grand groupe de presse en France. Après avoir exercé le métier de dirigeant d'entreprise avec succès, Me Teitgen est redevenu avocat en tant qu'associé au sein du cabinet américain Weil Gotshal & Manges. Il est, avec Bernard Casanova, à l'origine du développement de l'activité du cabinet en matière de litiges commerciaux en France.

**Noanne Tenneson** est l'une des fondatrices et la directrice générale de «l'Alliance des Avocats pour les Droits de l'Homme» (A.A.D.H), association de cabinets d'avocats créée en mai 2009 dont l'objet est de fournir une assistance juridique gratuite aux ONG, associations et institutionnels dédiés aux droits de la personne humaine. Noanne Tenneson travaillait auparavant à la Commission



Interaméricaine des Droits de l'Homme à Washington DC puis en qualité de collaboratrice au sein du cabinet JeantetAssociés à New York puis à Paris. Elle exerçait ses compétences en contentieux et plus précisément en contentieux bancaire et financier. Noanne Tenneson est titulaire d'un L.L.M en droit international et humanitaire (American University, Washington) et diplômée en psychologie de l'enfant.

**Jasper Teulings** est le responsable juridique de l'association Greenpeace International, qui se charge du développement et de la coordination des stratégies d'organisation de Greenpeace. La cellule juridique, composée de cinq avocats, apporte l'aide juridique relative à l'organisation et à la politique des campagnes. Elle élabore des stratégies de litiges proactives afin de soutenir les campagnes de Greenpeace et dresse des rapports de prépublication de documents à caractère potentiellement litigieux, tels que les rapports de campagne sur les crimes environnementaux. Jasper Teulings siège au conseil de l'*INGO Accountability Charter* des ONG internationales ([www.ingoaccountabilitycharter.org](http://www.ingoaccountabilitycharter.org)) et a récemment contribué au lancement des Suppléments des organisations non gouvernementales par la *Global Reporting Initiative*. Il a également été membre du conseil de la *Dutch section of the International Commission of Jurists* (NJCM) ainsi que conseiller indépendant de la commission d'enquête internationale concernant l'affaire « Probo Koala », catastrophe environnementale survenue à Abidjan en Côte-d'Ivoire en août 2006. Il intervient régulièrement concernant un grand nombre de sujets, tels que les litiges relevant des changements climatiques, la liberté d'expression et la manifestation pacifique ainsi que les campagnes menées par Greenpeace. Avant de rejoindre Greenpeace en 2004, il était avocat spécialisé dans les médias et les affaires civiles à Amsterdam pendant dix ans.

**Monique Villa** a été nommée présidente de la Fondation Thomson Reuters en 2008, après l'acquisition de Reuters par Thomson. Elle a transformé l'ex Fondation Reuters en une fondation globale qui reflète de façon stratégique les atouts de la nouvelle compagnie. En juin 2010, Monique Villa a lancé TrustLaw, une plate-forme électronique internationale pour fournir des avocats aux ONG, sociaux entrepreneurs ou gouvernements qui ont besoin d'une aide légale. Le tout gratuitement. Avec des membres dans plus de 140 pays, TrustLaw est aussi le plus grand centre d'information légale et journalistique sur l'anti-corruption. Avant de présider la Fondation, Monique Villa était directrice générale de l'agence Reuters et présidente d'Action Images. Française, elle a passé la première partie de sa carrière à l'Agence France-Presse (AFP) où elle fut journaliste avant d'occuper plusieurs postes de direction. Mère de deux garçons, elle a fait son droit et Sciences Po et est diplômée du Centre de Formations des Journalistes.

**Camille Vincent** est associée chez VS Associés à Paris. Elle déploie notamment une activité pro bono pour l'association Horizons dont la mission est d'aider les parents ou futurs parents qui ont notamment une problématique d'addiction, dans une démarche de soins et de prévention.

**Yasmin Waljee** est directrice internationale pro bono du cabinet Hogan Lovells. Sa nomination en 1997, en tant que juriste qualifiée, au poste de directrice pro bono à temps plein a été une première en son genre en Europe. Me Waljee a été la pièce maîtresse concernant la mise en place et la diffusion d'une culture pro bono au sein du cabinet. L'objectif est de fournir une prestation pro bono digne de ce nom aux organismes de bienfaisance, aux particuliers et aux entreprises

socialement responsables ne pouvant normalement se permettre de telles prestations. Me Waljee a atteint cet objectif en concevant des projets pro bono qui mettent en avant les compétences juridiques et commerciales du cabinet en vue d'obtenir des résultats aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale. Me Waljee est avocate internationale spécialisée dans les droits de l'homme et a apporté son conseil sur les questions relatives à l'indemnisation des victimes de crimes et le terrorisme, notamment pour les victimes des bombardements du 7 juillet, ainsi qu'au droit à la vie. Elle se penche régulièrement sur les stratégies publiques concernant ces domaines. Me Waljee a également représenté des prisonniers condamnés à la peine de mort devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme, la Cour constitutionnelle des Caraïbes et du Comité judiciaire du Conseil privé britannique (CJCP). Elle a apporté son conseil en matière de demandes soumises auprès d'organismes internationaux et régionaux pour la défense de droits de l'homme ainsi que de demandes respectant le mécanisme thématique relevant de l'organisation des Nations Unies. Très intéressée par les droits de l'homme et les droits des affaires, Me Waljee prend régulièrement part à des discussions entre les entreprises et les ONG en rapport avec ce domaine. Elle a été élue comme étant l'une des femmes les plus inspirantes de l'année (Daily Mail 2008) et l'une des 50 femmes les plus influentes dans le domaine juridique (2007). Elle était également finaliste pour la Femme Asiatique de l'Année (2005) et La Femme avocate de l'Année (2000, The Times).

**Forrest Ye** est associé du cabinet Orrick à Pékin. Il est également membre des groupes taxe et sociétés. Son activité est principalement axée sur le conseil aux entreprises nationales et internationales concernant les aspects sociaux et fiscaux lors de fusions et d'acquisitions ou d'investissement directs à l'étranger ainsi que sur les restructurations et les opérations boursières. Il a obtenu son diplôme dans la République populaire de Chine et a co-écrit plusieurs ouvrages dont « *China Tax Treaty Preference: Burden of Proof & Documentation* » abordant le sujet des pratiques asiatiques en matière de stratégies fiscales (décembre 2009) et « *From China Visits to Tax-Efficient Subsidiaries* », un guide d'affaires en Chine (édition 2009).

**Tatyana Zadirako** est la directrice exécutive de *United Way Russia* depuis 2002. En 2007, elle devient membre du *Global Professional Council* qui a été créé dans le cadre d'une coopération internationale de *United Way*. Le *Global Professional Council* est un organisme chargé de développer la coopération professionnelle dans le domaine du bénévolat et de la responsabilité sociale des entreprises entre les sociétés internationales et les fonds de *United Way* dans 47 pays différents. Avant d'occuper ce poste, elle a travaillé comme directrice administrative dans la filiale russe de *Médecins du Monde*, et avait pour charge la mise en œuvre de sept projets à Moscou, Saint-Petersbourg, dans les régions autonomes de Yamala-Nenezkiy et de Tchoukotka, en Ingouchie et en Tchétchénie. Depuis 2002, Tatyana Zadirako est la directrice administrative de la mission dirigée par *Médecins sans Frontières* au Népal (Tansen, Palpa) pour la prévention et la prophylaxie des maladies vénériennes chez les femmes vivant dans les campagnes du nord-ouest du pays. Elle est également la présidente du *Donors Forum Committee* créé pour faciliter l'échange entre les ONG, les médias et la société civile sur les questions liées à la communication et aux relations publiques. Elle est co-présidente d'un comité de coopération entre les entreprises et les ONG de la Chambre du Commerce des Etats-Unis. Tatyana Zadirako est diplômée de l'Université Histoire-Archives de Moscou. Elle est aussi titulaire d'un DESS spécialisé en histoire contemporaine française délivré par la Sorbonne.



**Jacqui Zalcborg** est avocate internationale spécialisée dans les droits de l'homme. Elle a participé à la création de la *Human Rights Law Clinic* à l'Université Humboldt, faculté de droit à Berlin, où elle sera enseignante invitée pour le semestre d'hiver 2010. Jacqui Zalcborg a également été conseillère du professeur James Anaya, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les peuples autochtones ainsi que consultante de l'Unité peuples indigènes et minorités de l'ONU. En tant qu'avocate de *EarthRights International*, ONG basée à Washington DC, elle a travaillé sur un certain nombre d'affaires internationales contre diverses sociétés. Ces affaires, concernant les droits de l'homme, ont été portées devant la Cour fédérale des États-Unis en vertu de l'*Alien Tort Statute*. Elle a également apporté sa contribution dans des affaires relatives aux droits de l'homme en Amérique latine, devant la Cour et la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Elle a travaillé comme greffière à la Cour suprême de l'État de Victoria en Australie. Jacqui Zalcborg a fait ses études en droit international à la Faculté de droit de Columbia en tant boursière Bretzfelder et y a obtenu son LL.M. Elle détient également un LL.B (avec distinction) et une maîtrise en espagnol de l'Université Monash en Australie.

**Jingjing Zhang** est la directrice adjointe du Public Interest Law Institute (PILI) en Chine et travaille dans le bureau de Pékin. En plus d'aider à la gestion des programmes de PILI en Chine, elle contribue à la croissance et est un modèle pour la communauté active dans le domaine de l'intérêt public. Etant l'une des meilleures avocates spécialisée dans l'intérêt public, Jingjing Zhang a été surnommée la « Erin Brockovich de la Chine » après avoir obtenu l'indemnisation des plus de 1 700 villageois dans une affaire contre une usine chimique polluante. Elle a récemment terminé ses études à l'Université de Yale dans le cadre du programme boursier *World Fellows*, créé en 2001 dans le but de former les futurs dirigeants internationaux. Avant de rejoindre PILI, elle était directrice du contentieux du *Center for Legal Assistance to Pollution Victims* (CLAPV), la première ONG d'aide juridique spécialisée dans le droit environnemental. Elle est également une ancienne boursière de PILI (2005–2006).

# ALLEN & OVERY



*PILI plays a key role in bringing together the corporate and civil sectors to promote access to justice.*

*We are proud to work with them to make this a reality.*



**Now they can talk to their lawyers.**

Clifford Chance is proud to be a Sustaining Partner of the 2010 European Pro Bono Forum. We believe that everyone has the right to equal access to the law, no matter where they live or how much they earn.

This year, the first Clifford Chance Access to Justice Award of pro bono advice and cash was awarded to the People's Legal Aid Center (PLACE) in Khartoum, Sudan. A pioneering not-for-profit organisation, PLACE offers a lifeline of legal access to women, children and other displaced people all over Sudan. The Award will help PLACE to ensure that they are able to support those who are in most need of access to the law.

To find out more about the full range of our pro bono and community activities, visit [www.cliffordchance.com/cr](http://www.cliffordchance.com/cr)

Clifford Chance shares a global commitment to dignity, diversity and inclusiveness.

**C L I F F O R D**  
**C H A N C E**

Clifford Chance LLP

WHITE & CASE



Worldwide. For Our Clients.

[www.whitecase.com](http://www.whitecase.com)

## Pro Bono Publico

Because . . .

Every lawyer has a duty to justice.

The rule of law is fundamental to equality, justice, prosperity and peace.

Outstanding organizations that serve society's needs deserve the best legal advice.

These three tenets guide our Global Pro Bono Practice. White & Case has a long history of pro bono and we are one of the largest providers of pro bono legal services in the world.

**We are proud to support PILI.**

### SOCIAL RESPONSIBILITY

PRO BONO • LEGAL EDUCATION • VOLUNTEERISM • CHARITABLE CONTRIBUTIONS • GREEN INITIATIVE

In this advertisement, White & Case means the international legal practice comprising White & Case LLP, a New York State registered limited liability partnership, White & Case LLP, a limited liability partnership incorporated under English law and all other affiliated partnerships, companies and entities.

05837

# Connecting with Communities through Collaboration

Baker & McKenzie has launched a global corporate social responsibility program to support pro bono and community service, diversity and sustainability. We are proud to work with the **Public Interest Law Institute** and we value its commitment to advance human rights around the world.

[www.bakermckenzie.com/probono](http://www.bakermckenzie.com/probono).





# Which One of These People Could Use a Good Lawyer?



Jones Day values its relationship with the Public Interest Law Institute and applauds PILI's commitment to furthering the rule of law around the world in an effort to advance civil rights, civil liberties, women's rights, and environmental protection. PILI's work toward these goals as well as advocating against poverty is commendable.



One Firm Worldwide<sup>SM</sup>

2500 lawyers in 32 locations. [www.jonesday.com](http://www.jonesday.com)

Latham & Watkins is proud to support

# Public Interest Law Institute (PILI) and its 2010 European Pro Bono Forum

LW.com

Many thanks to PILI for providing a dynamic, multi-national platform for information exchange and networking related to pro bono activity, and to all those committed to ensuring that all members of society have access to legal assistance.

Abu Dhabi	Dubai	Los Angeles	New York	San Francisco
Barcelona	Frankfurt	Madrid	Orange County	Shanghai
Beijing	Hamburg	Milan	Paris	Silicon Valley
Brussels	Hong Kong	Moscow	Riyadh*	Singapore
Chicago	Houston	Munich	Rome	Tokyo
Doha	London	New Jersey	San Diego	Washington, D.C.

\* In association with the Law Office of Mohammed A. Al-Sheikh



ADVOCACY  
▶ OUTREACH  
▶ LEADERSHIP

COMMUNITY  
RESPONSIBILITY

LEGAL  
SERVICES

Orrick is proud to support the  
**Public Interest Law Institute  
and its Annual European  
Pro Bono Forum**

We applaud your enduring efforts to promote and foster vital pro bono work throughout Europe and beyond. We salute your advocacy for human rights and giving a voice to the most vulnerable segments of society.

PRO BONO

PARTNERSHIP  
▶ SERVICE  
▶ DIVERSITY  
▶ VALUES  
▶ PRO BONO

ASIA | EUROPE | NORTH AMERICA

BEIJING HONG KONG SHANGHAI TAIPEI TOKYO  
BERLIN DÜSSELDORF FRANKFURT LONDON MILAN MOSCOW PARIS ROME  
LOS ANGELES NEW YORK ORANGE COUNTY PORTLAND SACRAMENTO SAN FRANCISCO  
SEATTLE SILICON VALLEY WASHINGTON DC

  
ORRICK

[WWW.ORRICK.COM](http://WWW.ORRICK.COM)

**Weil**

We are proud to sponsor

# PILI's 2010 European Pro Bono Forum



BEIJING  
BOSTON  
BUDAPEST  
DALLAS  
DUBAI  
FRANKFURT  
HONG KONG  
HOUSTON  
LONDON  
MIAMI  
MUNICH  
NEW YORK  
PARIS  
PRAGUE  
PROVIDENCE  
SHANGHAI  
SILICON VALLEY  
WARSAW  
WASHINGTON, DC  
WILMINGTON

[weil.com](http://weil.com)

Weil, Gotshal & Manges LLP

Dechert is proud to support

# The Public Interest Law Institute's 2010 European Pro Bono Forum

Dechert LLP is an international law firm with offices throughout the United States, Europe and Asia, providing definitive advice, practical guidance and powerful advocacy in business and financial transactions and complex litigation.

[dechert.com](http://dechert.com)

Dechert  
LLP

DEWEY & LEBOEUF

PILI Pro Bono Forum

We are proud to support the  
**Public Interest Law Institute's  
2010 European Pro Bono Forum**

Dewey & LeBoeuf LLP

Americas | Europe | Russia/CIS | Asia Pacific | Africa | Middle East

[dl.com](http://dl.com)

# MAKING A DIFFERENCE

DLA Piper is proud to support the Public Interest Law Institute and its 2010 European Pro Bono Forum.

When it matters to our communities, it matters to us.

[www.dlapiper.com](http://www.dlapiper.com) | DLA Piper LLP (US)

EVERYTHING MATTERS



Lisa Dewey, 500 8th Street, NW, Washington, DC 20004 | Attorney Advertising

DLA Piper is an international legal practice, the members of which are distinct and separate legal entities.

For further information, please refer to [www.dlapiper.com/structure](http://www.dlapiper.com/structure). A list of offices can be found at [www.dlapiper.com](http://www.dlapiper.com).

Copyright © 2010. All rights reserved.

## pro bono *matters*

Freshfields Bruckhaus Deringer LLP is pleased to support the Public Interest Law Institute's 2010 European Pro Bono Forum.



FRESHFIELDS BRUCKHAUS DERINGER

Freshfields Bruckhaus Deringer LLP

# Commitment

Mayer Brown is pleased to support the  
Public Interest Law Institute and the  
European Pro Bono Forum.

MAYER • BROWN

Americas | Asia | Europe | [www.mayerbrown.com](http://www.mayerbrown.com)

We are pleased  
to support the  
**2010 European  
Pro Bono Forum**



© 2010 Thomson Reuters L-360600/11-10



REUTERS/Arko Datta

# TRUSTLAW

EMPOWERING PEOPLE THROUGH TRUSTED INFORMATION  
AND FREE LEGAL ASSISTANCE

[trust.org/trustlaw](http://trust.org/trustlaw)



THOMSON REUTERS  
FOUNDATION

©2010 Accenture  
All rights reserved.

[accenture.com](http://accenture.com)

We salute those who help  
build skills to succeed.

Accenture is proud to sponsor the Public Interest Law Institute 2010 European Pro Bono Forum. We applaud high performance in serving and helping others.

**accenture**  
*High performance. Delivered.*

ARNOLD & PORTER LLP



## Defending Justice and Equality

Arnold & Porter LLP is proud to sponsor the  
**Public Interest Law Institute's  
2010 European Pro Bono Forum**  
and commend their efforts in  
aiding the advancement of human rights  
around the world.

A deep commitment to public service and pro bono work has been a core value of Arnold & Porter since our founding in 1946.

[arnoldporter.com](http://arnoldporter.com)

## Davis Polk

is proud to sponsor

**Public Interest Law Institute's  
2010 European Pro Bono Forum.**

New York  
Menlo Park  
Washington DC  
London  
Paris

Madrid  
Tokyo  
Beijing  
Hong Kong

**Davis Polk**

Davis Polk & Wardwell LLP

[davispolk.com](http://davispolk.com)

## Hogan Lovells

**Hogan Lovells is proud to  
support the Public Interest  
Law Institute and the 2010  
European Pro Bono Forum.**

**We salute PILI and its  
commitment to pro bono  
service.**

2,500 lawyers. 40+ offices. Four continents.

For more information, please visit  
[www.hoganlovells.com](http://www.hoganlovells.com)

© Hogan Lovells 2010. All rights reserved.

## Linklaters

Making a  
difference.

Linklaters is proud to support PILI's  
2010 **European Pro Bono Forum.**

We have a clear and consistent global approach to community investment that harnesses our commercial and legal expertise to respond to the needs of local communities. Our programmes operate at global, local and individual levels, using the skills and expertise of all our people.

[linklaters.com](http://linklaters.com)



**We are honored to support your work.**

McDermott Will & Emery is proud to support the Public Interest Law Institute and its 2010 European Pro Bono Forum. We are honored to partner with PILI in its mission to stimulate public interest advocacy and advance human rights.

**McDermott  
Will & Emery**

[www.mwe.com](http://www.mwe.com)

Boston Brussels Chicago Düsseldorf Houston London Los Angeles  
Miami Milan Munich New York Orange County Rome San Diego  
Silicon Valley Washington, D.C.

Strategic alliance with MWE China Law Offices (Shanghai)

McDermott Will & Emery conducts its practice through separate legal entities in each of the countries where it has offices. This communication may be considered attorney advertising. Previous results are not a guarantee of future outcome.



SchulteRoth&Zabel



Schulte Roth & Zabel  
is proud to be a sponsor of  
Public Interest Law Institute's  
2010 European Pro Bono Forum.

SchulteRoth&Zabel


New York | Washington DC | London | [www.srz.com](http://www.srz.com)

SHEARMAN & STERLING<sup>LLP</sup>

# PRO BONO: MAKING A WORLD OF DIFFERENCE

[www.shearman.com](http://www.shearman.com)

SULLIVAN & CROMWELL LLP



*We salute PILI for  
its encouragement  
and support of  
pro bono efforts  
across the globe.*

[www.sullerom.com](http://www.sullerom.com)

NEW YORK · WASHINGTON, D.C. · LOS ANGELES · PALO ALTO  
LONDON · PARIS · FRANKFURT  
TOKYO · HONG KONG · BEIJING · MELBOURNE · SYDNEY



Winston & Strawn LLP  
is proud to support the  
**PUBLIC INTEREST LAW  
INSTITUTE 2010 EUROPEAN  
PRO BONO FORUM**

North America Europe Asia

[www.winston.com](http://www.winston.com)

WINSTON  
& STRAWN  
LLP

we're not square we're not square we're not square we're not square  
ot square we're not square we're not square we're not square we're ni  
re we're not square we're not square we're not square we're not squa  
we're not square we're not square we're not square we're not square  
re not square we're not square we're not square we're not square w  
're not square we're not square we're not square we're not square  
square we're not square we're not square we're not square we're n  
e we're not square we're not square we're not square we're not  
re not square we're not square we're not square we're not sq  
are we're not square we're not square we're not square  
e're not square we're not square we're not square  
square we're not square we're not square we're not square we're not

**the premier independent law firm in Hungary**

**NAGY & TRÓCSÁNYI**

[www.nt.hu](http://www.nt.hu)

**Founded in Moscow  
in 1993**

**Acknowledged experts  
in insolvency issues**

**In cooperation  
with Russian Pro Bono  
Clearinghouse since 2008**



Moscow office:  
Phone: +7 (495) 609 6666  
Email: [info@newbizrussia.ru](mailto:info@newbizrussia.ru)  
[www.newbizrussia.ru](http://www.newbizrussia.ru)  
101-V Prospekt Mira,  
Moscow, Russia, 129085









pili

Public Interest  
Law Institute

---

online: [www.pili.org](http://www.pili.org) email: [pili@pili.org](mailto:pili@pili.org)

---

**Budapest**

Paulay Ede u. 50  
4th Floor  
1061 Budapest  
Hungary  
+36 1 461-5700

**Moscow**

Maroseyka str., 9/2  
Bld. 8, Office 34  
101000 Moscow  
Russia  
+7 495 628-00-20

**New York**

333 Seventh Ave.  
14th Floor  
New York, NY 10001  
USA  
+1 212-803-5380

**Beijing**

19 Jianguomenwai Dajie  
Suite 10-C  
Beijing 100004  
China  
+86 (10) 8526-1453/1454